

Altercommunisme

n°4 - Le cahier du séminaire Communisme - Septembre 2013

Angles morts et leçons du communisme

Communisme

Séminaire

Introductions

- Angles aveugles et expériences contradictoires du communisme* - Catherine Samary 3
Assumer la contradiction, pour la dépasser - Roger Martelli 10

Interventions

- Quel périmètre de discussion ?* - Michel Mouréreau 12
L'apport de l'anarchisme - Georges Simard 12
Travailler sur le communisme : une nécessité ignorée - Bernard Calabuig 13
Un passé qui pèse encore aujourd'hui - Pierre Zarka 14
Actualité du communisme après Thermidor - Pierre Cours-Salies 16
Au-delà du droit, quelle démocratie dans les faits ? - Laurent Lévy 19
Articuler la démocratie politique citoyenne et l'auto-organisation - Jean-Claude Mamet 20
Des questions stratégiques anciennes... et toujours d'actualité - Alain Montaufray 22
Angle mort du culte de la personnalité - Richard Lagache 24
Qui est communiste ? - Patrick Vassalo 26
Travailler ensemble la théorie et la pratique - René Moustard 27
Un exemple d'angle aveugle : le système colonial dans La vie est à nous - Gilles Alfonsi 28
L'angle mort de la question coloniale - Catherine Bottin-Destom 29
Le processus de rupture doit être pratique, pas seulement théorique - Roger Martelli 30
Reprendre l'histoire et actualiser - Catherine Samary 31

Questionnement initial :

Les échecs des régimes se réclamant du communisme à l'Est de l'Europe sont moins présents dans le débat public. Cependant, plutôt que de tourner la page, n'est-ce pas le bon moment pour se demander : y a-t-il eu, ou pas, un "communisme du XX^e siècle", qu'est-ce qui le caractérise et comment se débrouiller avec son héritage ? Afin que l'histoire ne se répète pas et pour mieux armer le combat pour l'émancipation, cette séance pourrait pointer les "angles morts" des communismes politiques également.

Ce troisième numéro d'*Altercommunisme* contient les textes des interventions prononcées lors de la troisième séance du séminaire *Communisme*, le 1^{er} juin 2013, animée par Sylvie Larue. Certains ont été revus par les participants, qui ont choisi de conserver, entièrement, partiellement ou pas le style parlé, et parfois d'approfondir certaines réflexions. Une précision : les introductions sont faites à titre individuel, comme points de vue destinés à lancer le débat.

+ d'info : www.comunistesunitaires.net

Réalisation : Michèle Kiintz, Jean Tailleur, André Pacco et Gilles Alfonsi - Transcription : Nadia Pinson

Note d'intention du séminaire Communisme

Initié par l'Association des communistes unitaires, ce séminaire a pour objet d'être un espace de travail et de débat entre des femmes et des hommes désireux de penser et de faire vivre le communisme du 21^e siècle, et un lieu ouvert à ceux qui souhaitent dialoguer avec eux.

Si la transformation révolutionnaire de la société ne s'écrit pas à l'avance dans son menu, si elle ne peut être livrée clés en mains à ceux qui n'en seraient dès lors que ses bénéficiaires, il n'empêche qu'elle ne se fera ni par la volonté du Saint Esprit, ni par simple coïncidence des différentes luttes populaires. Une pensée-théorie du "dépassement", en même temps que des expérimentations et des pratiques, est nécessaire.

Face à la crise globale du système capitaliste, se projeter au-delà de son horizon est devenu l'enjeu du présent.

Nous nous inscrivons dans la continuité du courant historique communiste dans ce qu'il a porté de meilleur au cours des siècles : combat contre toutes les oppressions et toutes les aliénations, combat pour l'égalité - de la Commune aux luttes populaires contre le colonialisme, de l'exigence du droit de vote des femmes à la lutte contre tous les racismes... -, combat contre toutes les dépossessions et contre la marchandisation de tout.

Dans le même temps, nous cherchons à refonder l'engagement communiste, pour affronter les défis d'aujourd'hui : ceux de la mondialisation des relations économiques, sociales et culturelles, ceux de l'ère nouvelle ouverte par la généralisation des nouvelles technologies de l'information, ceux de l'autogestion et du pouvoir du peuple, ceux de l'épuisement de la planète et de la sauvegarde de l'espèce humaine, ceux qui associent la promotion de toutes les solidarités et le respect de l'individualité de chacun. Nous cherchons à réfléchir à la révolution aujourd'hui nécessaire, pour dépasser le capitalisme et toutes les dominations : révolution démocratique, pour rompre avec la citoyenneté pauvre du système délégué actuel, avec des formes de représentation qui pervertissent la démocratie ; révolution qui investisse aussi le champ du travail, de sorte que la production du "nécessaire" ne soit plus - pour les productrices et les producteurs - la négation de la "libre réalisation de soi-même".

Nous voulons réfléchir - avec celles et ceux que ces réflexions intéressent, sans esprit de boutique et volontairement à l'écart des enjeux de pouvoir et de relations entre organisations - non pas à un

programme mais à une direction à prendre. Et nous le concevons non pas en vase-clos, comme si notre culture politique ne devait pas se mêler à d'autres, mais, au contraire, de manière ouverte, en favorisant les métissages sans uniformisation. Ainsi, par exemple, nous serons en dialogue avec les militants de l'"éco-socialisme", terme dont nous interrogerons l'intérêt et les limites.

Nous pensons que cela peut être utile pour que les luttes les plus immédiates soient moins récupérables et plus puissantes. Nous pensons que se projeter dans la perspective d'une autre organisation de la société contribue à déterminer les rapports de forces les plus décisifs. La sécurité sociale - une avancée communiste, selon nous - aurait-elle vu le jour si ceux qui l'avaient inventée s'étaient contentés de penser dans les limites de ce qui semblait possible dans un pays alors ravagé par la guerre ?

Face à une crise globale du système capitaliste, qui recouvre toutes les sphères de la vie humaine, se projeter au-delà de son horizon est devenu l'enjeu du présent. Certains ont préféré abandonner le nom communisme, entaché par le "socialisme réel" des pays de l'Est et les crimes faits en son nom. Mais existent alors le risque de jeter le bébé avec l'eau du bain, la tendance à rabougir l'ambition et finalement la possibilité de renoncer à la radicalité nécessaire, dans un monde où l'entre-deux n'est plus possible.

Ainsi, on peut n'avoir aucune complaisance envers les crimes commis au nom du communisme et ne rien céder à la nécessité de cette transformation de la société dont "communisme" est le nom. Au contraire, nous pensons que le communisme, refondé, revivifié, peut être un puissant catalyseur : non pas un parti, ni une institution mais un mouvement d'idées et d'actions, dynamique, politique et populaire où l'appropriation du devenir commun, par chacun-e, résulte d'une élaboration collective incessante, seule susceptible de fournir des repères aux élans de spontanéité qui caractérisent toute révolution. Des initiatives et des forces politiques peuvent bien sûr contribuer à cette élaboration, mais pas seules et sans aucune prééminence. Cela ne nous empêche pas de "faire de la politique" avec tous les antilibéraux, les anticapitalistes, les libertaires, les socialistes, les autogestionnaires, les alternatifs, les écologistes radicaux, les postcapitalistes et beaucoup d'autres ; c'est même le contraire : avec notre boussole - notre communisme -, nous ne concevons notre action que dans la convergence avec toutes les forces et tous les citoyens qui veulent rompre avec l'ordre libéral, économique, social ou politique. ♦

Angles aveugles et expériences contradictoires du communisme



Catherine Samary

Je vous remercie très chaleureusement de cette invitation. Ce n'est pas la première fois que je m'inscris dans un tel débat au sein de la famille large se revendiquant du communisme : en lien avec la séance d'aujourd'hui, j'ai apporté un article écrit en 1999, en débat avec Lucien Sève, publié par *La Pensée* : "Propriété-État-Démocratie : du Manifeste communiste à la crise de l'URSS ?" (1). J'y développais la courte contribution publiée dans *L'Humanité* à l'occasion de l'anniversaire du Manifeste. Il participe largement au débat d'aujourd'hui.

Une remarque de départ : j'ai adhéré au PCF en 1961 que j'ai quitté pour la Quatrième Internationale (QI) deux ans plus tard, et j'ai vécu ce demi-siècle de militantisme "en défense du communisme" : c'est le sens profond (la motivation) de ma recherche professionnelle et militante axée sur l'URSS - "la 'Patrie du communisme' " - l'Europe de l'Est et l'ex Yougoslavie (issue d'une autre révolution anti-capitaliste, puis d'un projet autogestionnaire se revendiquant de la Commune de Paris) - en ayant le souci de nouer autant que possible des liens avec des intellectuel-le-s et militant-e-s se revendiquant des idéaux communistes dans les pays concernés. Cela s'est prolongé jusqu'à aujourd'hui : je reviens de débats et forums en Europe de l'Est et dans les Balkans - notamment dans le cadre du Festival subversif de Zagreb où, depuis mai 2012, est organisé un "Forum Social des Balkans" où participent des activistes, jeunes et moins jeunes, associatifs, syndicalistes, étudiants, hommes et femmes de tous les Balkans au sens large. Des cercles de débats tournés vers l'action locale, régionale et altermondialiste, des forums divers sont souvent soutenus dans la région par la fondation Rosa Luxemburg et le réseau

Transform ! avec lequel je collabore dans ces débats et contacts nécessaires. Cela pour souligner qu'il me paraît essentiel que notre réflexion (large, inclusive) sur le bilan du siècle passé concernant le communisme - incluant l'analyse des conditions et effets de la restauration du capitalisme - se produise aussi en dialogue organique avec des acteurs de cette "autre Europe".

Mais je voudrais ici me centrer sur deux points soulevés dans la problématique proposée pour cette séance, que je trouve très intéressants. Premièrement, sur les angles morts de la pensée communiste - je dirais plutôt les points "aveugles" et insuffisances, ce qui est moins un enterrement - je voudrais rendre compte de débats qui ont eu lieu depuis longtemps à l'intérieur de la QI. C'est évidemment, en peu de temps, une approche synthétique et subjective, correspondant à ma propre insertion dans cette petite Internationale à laquelle je reste attachée, comme "intellectuel collectif",

Les organisations du prolétariat produisent des différenciations d'engagement, des processus de délégation de pouvoir qui peuvent se transformer en phénomènes de bureaucratisation.

pluraliste (reconnaissant le droit de tendances et fractions et ayant remis en cause le centralisme envers ses sections). Il s'agit de controverses à la fois internes et entre les organisations qui ont été rattachées au trotskysme et au-delà. Même entre camarades de la gauche radicale ici présents, il n'y a pas de point de vue homogène. Mais je veux rendre compte de ce que j'ai personnellement appris au sein de la QI, concernant des angles aveugles, des faiblesses de la pensée marxiste et communiste, à l'arrière-plan des échecs. J'aborderai ensuite l'autre question que vous soulevez, intéressante et très riche : y a-t-il eu un communisme au XX^e siècle ?

En ce qui concerne les angles aveugles de la pensée communiste

Les débats (pluralistes, conflictuels) sur la stalinisation de l'URSS dans la QI ont permis d'intégrer des réflexions sur ce qui, dès les années 20, et dans la pensée bolchevique, marxiste, relevait effectivement de faiblesses, d'insuffisances, d'angles aveugles - relevant de "nos problèmes". J'en soulignerai les deux principaux.

(1) En ligne sur www.comunistesunitaires.net, dossier "Séminaire Communisme".

Le premier concerne la question de la *bureaucratie et du processus de bureaucratisation du mouvement ouvrier*. Les analyses (comme celles de Weber) de la bureaucratie liée à d'autres formations sociales et classes sont un sujet plus large ; j'insiste ici sur l'enjeu de la bureaucratie du mouvement ouvrier (politique et syndical) et l'expérience de la bureaucratisation des révolutions anti-capitalistes.

Je disais cela relève de "nos problèmes" - dans quel sens ? Une des caractéristiques du courant auquel j'appartiens, par différence avec d'autres composantes du trotskysme (ce qui a en tout cas compté dans mon adhésion durable) est d'avoir traité cette question comme un enjeu interne à tout le mouvement ouvrier, *sans nous exclure nous-mêmes du danger bureaucratique* - une question du passé, du présent et de l'avenir. Il s'agit d'analyser les racines et donc le caractère en partie inévitable, *organique*, des phénomènes de bureaucratisation des associations, des mouvements syndicaux, des organisations politiques dans leurs dimensions contradictoires : l'apport de ces institutions aux luttes du prolétariat et des couches opprimées, dans la durée et la fluctuation des mobilisations ;

Est-ce qu'en supprimant les "institutions" - notamment donc les partis, les syndicats - l'on peut surmonter le danger réel de leur bureaucratisation ? Je ne le pense pas.

en même temps que l'incorporation et la création de différenciations fonctionnelles, culturelles, politiques et notamment la facette négative du conservatisme possible des organisations en défense "des acquis". La référence de base d'analyses théoriques et historiques concrètes que je ne peux évidemment restituer pleinement ici, incorporées aux formations militantes dans la QI, a été la brochure d'Ernest Mandel *De la bureaucratie*, de 1978, que l'on peut lire en ligne⁽²⁾. Comment le prolétariat pourrait-il faire de la politique, résister dans / contre le capitalisme et rompre avec lui sans s'organiser dans la durée au plan politique et syndical ? En même temps, ces organisations diverses produisent, de fait, des différenciations d'engagement, de formation, des inégalités, des processus de délégation de pouvoir et de responsabilités qui peuvent se transformer en phénomènes de bureaucratisation : des appareils, des responsables politiques et syndicaux peuvent finir par parler "à la place de" et par défendre des avantages/privilèges de pouvoirs acquis pour eux-mêmes ; ceci est vrai même sans pouvoir d'État, et même si, au départ, il s'agit d'engagements sincères et de dévouements réels à une cause collective. Et il est dramatique de confondre, dans des débats, de possibles tendances paternalistes ou dirigistes et un processus achevé de consolidation d'appareils et de basculement dans l'ordre existant - mais ces basculements, malheureusement, ont existé et existeront d'autant plus que les dominants cherchent aussi à intégrer dans leur "jeu" les forces de résistance.

Il s'agit à la fois d'un phénomène organique (associé à des inégalités et divisions de tâches nourrissant des privilèges - ne serait-ce que le prestige des responsabilités) - et d'un processus *résistible*. Résistible si on en est conscient, et si on prend des mesures concrètes pour empêcher que les tendances ne se cristallisent en appareils qui défendent leurs intérêts propres. Et là est le problème. Les anarchistes ont été avant les marxistes un courant politique qui a mis le doigt sur cette question. Mais quelle est la réponse ? Est-ce qu'en supprimant les "institutions" - notamment donc les partis, les syndicats (la question du dépérissement de l'État est également un sujet spécifique à traiter en liaison avec ce thème) - que l'on peut surmonter le danger réel de leur bureaucratisation ? Je ne le pense pas et je crois qu'il y a là un vrai débat à mener et approfondir notamment avec les courants anarchistes à ce sujet, mais qui n'épargne en vérité ni les anarchistes ni les organisations en réseaux ou supposés alternatifs aux partis.

Lénine - et un certain léninisme qui permet de distinguer "la classe" et le parti politique - a été en même temps un des premiers marxistes à être conscient du danger de bureaucratisation du parti et de l'État ouvriers : et il a mis en avant des règles qui méritent d'être encore débattues, reprises ou transformées, comme la limitation des salaires des permanents, la rotation des tâches, la limitation des mandats. Dans la QI, les réflexions à ce sujet se sont incontestablement confrontées aux apports des mouvements d'émancipation, notamment du féminisme - avec, dans le fonctionnement de la QI et des sections, des mesures organisationnelles plus ou moins bien débattues et incorporées : elles visent explicitement à combattre des mécanismes de domination et des rapports de pouvoir, nés d'inégalités qui existent à l'intérieur du mouvement ouvrier, syndical, politique - dont les sections de la QI. Les années de cette prise de conscience et le début d'intégration de ces thèmes à nos fonctionnements et formations (comme la date de la brochure d'Ernest Mandel l'indique) est le tournant des années 1980. C'est une question toujours actuelle, jamais définitivement maîtrisée, et donc à venir, essentielle à prendre en compte dans un projet émancipateur, révolutionnaire.

Avec le recul de l'expérience du XX^e siècle, je pense qu'une des forces du concept de bureaucratie ouvrière est d'aider à analyser et penser des rapports de domination non réductibles aux rapports de classe du capitalisme ; ils font obstacle aux ruptures anti-capitalistes par l'intégration à l'ordre dominant et la corruption des appareils, accompagnant leur crainte que des mouvements plus radicaux ne leur fasse perdre des positions acquises ; mais les

(2) "De la Bureaucratie", Ernest Mandel, *Cahiers Rouges* 1978, <http://www.ernestmandel.org/new/ecrits/article/de-la-bureaucratie>.

rapports bureaucratiques se développent aussi dans le cadre des nouveaux pouvoirs et institutions mis en place après la remise en cause du capitalisme.

Ce qui m'amène au deuxième point que je voulais évoquer concernant les angles aveugles ou insuffisances de la réflexion marxiste et communiste - il est aujourd'hui plus largement reconnu comme essentiel : c'est la question de la *démocratie*, enjeu central de la

Une des forces du concept de bureaucratie ouvrière est d'aider à analyser et penser des rapports de domination non réductibles aux rapports de classe du capitalisme.

lutte anti-capitaliste et des combats pour l'émancipation, dans/contre les systèmes existants et au sein même des alternatives émergentes ou créées. Il y a eu à l'intérieur de ma famille politique, sur ce sujet également, bien des débats, divergences et différences de conceptions et de pratiques. La QI (notamment son ex-section française, la LCR), a incorporé dans son évolution, ses réflexions et formations les critiques que Rosa Luxemburg avait formulées envers les Bolcheviks (en deçà de la cristallisation stalinienne puisqu'elle a été assassinée avant). Elles portaient sur les dangers d'un centralisme qui supprime la démocratie ; et notamment, tout en soutenant les soviets, elle avait contesté la suppression de la Douma et toutes mesures qui, au nom de la défense de la révolution soviétique, avaient limité la démocratie : Rosa L soulignait combien le débat pluraliste était porteur des *forces de rappel* critiques, internes à la révolution et seules susceptibles de la protéger contre la bureaucratisation.

Nous avons eu des discussions dans les dernières années des universités d'été de l'ex-LCR - auxquelles j'ai moi-même participé - y compris sur la nécessité d'un retour critique sur la répression des bolcheviques (incluant Trotsky) contre le soulèvement de Cronstadt,

et sur l'interdiction des fractions internes du parti bolchevique : nous avons toujours distingué ces mesures prises dans les années 1920 de la censure érigée en mode de fonctionnement organique et systématique telle qu'elle a été imposée dans les années 30 et ensuite, dans le mouvement communiste stalinisé. Dans le premier cas, il s'agissait de réponses conjoncturelles visant à protéger la révolution contre les ennemis. Alors que par la suite, c'est même en proclamant le socialisme "construit" que le régime stalinien a instauré la censure en norme. Ceci étant, les premières mesures conçues comme provisoires et visant à protéger une révolution fragile contre des adversaires intérieurs et extérieurs réels n'en étaient pas moins contreproductives ; elles ont facilité la cristallisation stalinienne ultérieure et l'identification désastreuse du "socialisme" à un régime de parti unique basé sur un centralisme bureaucratique.

Dans la QI, de façon logique, *la réflexion sur la démocratie* est allée de pair avec celle sur la bureaucratisation - à la même époque du tournant des années 1970-80. Dans la brochure citée d'Ernest Mandel sur *la Bureaucratie*, il y avait une remise en cause explicite des tendances au *substitutisme* du parti bolchevique par rapport à l'auto-organisation des travailleurs et aux soviets. Cette pratique de "l'avant-gardisme" du parti conduisait aussi à une *subordination* des syndicats et des mouvements sociaux aux partis politiques, qui n'était d'ailleurs pas l'apanage des seuls PC. De même que pour la bureaucratisation, la contestation de ce type de rapport ne signifie pas nier des fonctionnalités différentes de diverses formes d'organisation, mais l'ouverture d'une réflexion encore nécessaire et critique sur les conceptions normatives d'une hiérarchie entre partis et syndicats et du politique comme appartenant aux seuls partis.

La discussion sur la démocratie est à approfondir de façon cohérente. Elle a porté dans l'ex-LCR à la fois sur le fonctionnement interne du parti-s et organisations politiques (quel pluralisme, quels droits de

+ D'INFO



communistes unitaires

www.comunistesunitaires.net

blogs.mediapart.fr/communistes-unitaires

cerises
ROUGE, AIGRE-DOUX

www.cerisesenligne.fr

LA
FASE
Fédération
pour une alternative
sociale et écologique

www.lafederation.org

FRONT
DE GAUCHE

tendance statutairement organisés ?), sur leurs rapports aux mouvements sociaux et syndicaux, sur la démocratie interne de ceux-ci compte tenu de leurs bases et fonction. La réflexion sur la légitimité des divergences dans le cadre d'un "intellectuel collectif" que devrait être un parti (droits de tendance et pluralisme) devait logiquement remettre aussi en cause toute conception d'une réponse "scientifique" unique dont le parti/ sa majorité/ sa direction serait porteur. Elle devait aussi aller de pair avec un accent sur la conception émancipatrice du marxisme selon laquelle l'émancipation sera l'œuvre des êtres humains eux-mêmes, hommes et femmes auto-organisés - impliquant donc l'exigence d'un respect fondamental de la démocratie de masse et directe émergeant dans les luttes elles-mêmes.

Mais, comme cela a été souligné pour le bureaucratisme, cela n'implique pas de réponse unique et faisant consensus sur la nécessité, les formes et les fonctions d'organisations politiques, syndicales, associatives. De même, la démocratie directe peut être conçue comme déterminante en dernier ressort, tout en s'articulant à d'autres formes démocratiques dont le contenu dépend aussi fondamentalement des rapports sociaux et de propriété (l'écart entre les droits politiques et sociaux reconnus et la réalité, pour les classes

La conscience politique des écueils (marginalisation par l'attente du Grand Soir ou perte de sens du projet émancipateur) peut se combiner avec les leçons du bureaucratisme et des enjeux démocratiques.

et catégories dominées, est bien connu). Enfin, la démocratie directe peut être enrichie voire protégée par des cadres organisés de politisation et de résistance diverses aux fluctuations des mobilisations et aux tendances réactionnaires - à la condition que ces institutions pratiquent elles-mêmes la démocratie dans leur propre sein et dans leur rapport aux mouvements sociaux. Ce sont des questions jamais résolues, mais essentielles à débattre explicitement.

Je conclus en soulignant que ce double enjeu bureaucratique / démocratique s'intègre aussi au débat *réforme / révolution*. La lutte dans et contre le système capitaliste se confronte au risque de la marginalité révolutionnaire qui ne change pas l'essentiel, ou à l'écueil de l'enlèvement : sans remise en cause du système capitaliste on ne pourra pas aller très loin dans l'invention de pratiques alternatives, autogestionnaires, démocratiques ; mais en même temps, il faut maximiser tout ce qui peut être une certaine "école du communisme" avant la révolution, dans les luttes dans/contre le système existant, y compris des expériences de contrôle social, d'autogestion partielle dans la résistance au capitalisme.

La conscience politique des écueils (soit l'extériorité et la marginalisation par l'attente du Grand Soir et une

démarche purement protestataire ; soit l'enlèvement désastreux et la perte de sens du projet émancipateur) peut se combiner avec les leçons du bureaucratisme et des enjeux démocratiques. On met alors l'accent non sur des garanties absolues, mais sur les forces de rappel : le débat pluraliste interne et externe aux différentes structures associatives, les liens recherchés entre travail politique dans les institutions et contrôle des élu-e-s via l'auto-organisation extra-parlementaire démocratique et pluraliste. Les contre-poids aux risques d'intégration institutionnelle sont aussi des facteurs de rapports de force et de préparation à un autre ordre possible d'appropriation sociale des richesses. La conscience politique des écueils, basée sur l'étude des expériences et des échecs de divers ordres, est, à mon avis, plus importante que les orientations ponctuelles proposées confrontées à des contextes changeants et des difficultés imprévues. Il faut pouvoir débattre, vérifier, se tromper et rectifier. Mais pour cela il faut aussi ne pas stigmatiser le moindre désaccord pour garder sa fécondité au pluralisme démocratique. Il faut trouver dans les fins émancipatrices elles-mêmes, les moyens - basés sur l'autonomie, le pluralisme et la responsabilité individuelle et collective - de constructions collectives d'autres possibles.

Deuxième point : y a-t-il eu un communisme au XX^e siècle ?(3)

Il est évidemment très important pour la clarté du débat de distinguer deux significations du mot *communisme*.

La première approche, bien sûr, c'est, comme dirait Alain Badiou, le communisme au sens d'une *hypothèse* ou de l'idéal ; ou encore des idéaux utopiques - non pas impossibles, mais non réalisés : on peut les saisir comme horizon jamais atteint de résistance aux injustices de l'ordre existant, transcendant les sociétés. Il s'agit d'une aspiration à la fois individuelle et collective de remise en cause des rapports de domination et de réalisation d'une justice sociale combinée aux libertés individuelles. On en cerne la présence dans l'histoire longue des sociétés humaines (non seulement à l'ère du capitalisme, mais avant son avènement, par exemple dans les soulèvements paysans et religieux analysés par le marxiste Ernst Bloch(4) ; mais aussi dans les sociétés se revendiquant du socialisme). La persistance de ces idéaux, transcendant les systèmes, exprime et confirme leur actualité profonde, vivante dans les résistances larges contre tous les ordres d'oppression.

Mais il faut aussi traiter, deuxièmement, du communisme au sens historique et concret (partis, sociétés et régimes se revendiquant du communisme) *dans des*

(3) Je renvoie notamment, sur le site de Daniel Bensaid au dossier : "En défense du communisme". Voir également sur : www.comunistesunitaires.net, dossier "Séminaire Communisme".

(4) Lire notamment sur ce sujet Michael Löwy dans *Sociologies et Religion - approches dissidentes* (avec Erwan Diantelli), 2005.

contextes historiques précis - avec un devoir d'inventaire qui ne peut appartenir à un courant particulier. Il peut être actualisé en permanence en intégrant des points de vue occultés ou qui ne se sont pas jusqu'alors confrontés les uns aux autres. Mais un tel bilan a besoin de "critères" : pour ne pas être dogmatiques, ceux-ci peuvent et doivent être recherchés du côté des idéaux partagés du communisme au sens indiqué plus haut, qui ne fournissent aucun "modèle" ou "moyens" pour atteindre les finalités explicitées ; ils permettent un jugement sur les écarts entre les fins proclamées et les résultats et pratiques constatés - avec débats sur les causes.

C'est pourquoi cette distinction des deux notions et approches permet à mon sens - c'est quelque chose qui n'est pas nécessairement partagé dans ma propre famille politique - d'éviter les débats sémantiques, sectaires et dogmatiques où tel ou tel courant, parti, tendance s'arroge le droit exclusif de juger les autres et l'expérience et de déterminer à partir de quand le label communiste est légitime. Prendre ou garder une telle étiquette pour affirmer un objectif n'est jamais neutre et implique de s'exposer au devoir d'inventaire externe / interne, un jour ou l'autre : c'est-à-dire à l'analyse concrète des écarts entre les finalités affichées et les pratiques ou les résultats. Seuls des débats pluralistes d'interprétation sur les causes de tels écarts et les conséquences qu'on en tire ont et auront un pouvoir de conviction éloigné de tout dogmatisme et sectarisme. La référence au communisme au sens premier, comme utopie vers laquelle tendre, peut conduire à un renoncement ; mais elle peut au contraire redonner vigueur et sens au combat pour ces finalités en s'interrogeant de façon concrète et approfondie sur les moyens de satisfaire les aspirations égalitaires, contre tout rapport de domination, et pour la justice sociale. Dans ce double sens, bien sûr, le communisme a existé au XX^e siècle - à la fois comme idéal porté par bien des mouvements de lutte, et comme réalité historique concrétisée dans des partis et pouvoirs d'État se réclamant explicitement de ses finalités (ce qu'on peut appeler le "socialisme réel", non pas dans un sens apologétique, mais simplement descriptif d'une réalité historique que l'on peut analyser de façon critique en fonction de ses objectifs affichés). Un parti, un système qui impose la censure, empêche sa propre critique et remise en cause, est voué un jour ou l'autre à des rejets massifs. Aucune auto-proclamation n'est dans ce cadre dotée d'un pouvoir de conviction autre que marginal.

Pour les raisons évoquées dans le premier point - le risque bureaucratique comme "organique" et résistible à la condition d'apprendre de l'expérience -, le devoir d'inventaire sur le "court siècle soviétique" s'impose à tout courant qui se revendique du communisme comme idéal. Avec la nécessité d'une analyse spécifique, historique, du "stalinisme" dans ses dimensions particulières, intérieures et internationales, compte tenu de l'importance et du rôle de l'URSS dans toutes

ses contradictions : d'une part facteur de contestation du capitalisme à l'échelle mondiale, perçu comme tel dans la chasse aux sorcières communistes du maccarthysme et dans la politique internationale impérialiste, stimulant, de ce point de vue, les résistances anti-colonialistes et anticapitalistes. Mais, en même temps, politique de grande puissance de Moscou dans le dos des peuples, et relations de domination au sein du "camp socialiste". Il ne s'agissait pas seulement d'idéologie : la direction du PCUS a bien tenté d'étrangler les révolutions échappant à son contrôle, sous le règne de Staline - comme la révolution yougoslave -, ou après (intervention en Hongrie en 1956, en Tchécoslovaquie en 1968) ; elle a pratiqué le conditionnement

Pour éviter les débats sémantiques, sectaires et dogmatiques, il faut distinguer le communisme au sens d'une hypothèse ou d'un idéal, et le communisme au sens historique et concret.

de toute aide envers les régimes frères ou les mouvements anticolonialistes à une subordination à la politique du Kremlin et à la censure de toute critique envers le "socialisme réel" - ce qui impliquait la répression interne et internationale des mouvements et courants cherchant à réduire l'écart entre la réalité et les finalités socialistes proclamées.

Comme vous le savez sans doute, l'analyse de l'URSS post-stalinienne et des autres révolutions du XX^e siècle fait l'objet d'approches divergentes y compris au sein de la "famille" trotskyste, et elle mérite approfondissement à la lumière des décennies récentes. Contrairement à ce qu'en ont dit certains de mes camarades, je pense aberrant d'analyser les partis communistes yougoslave, vietnamien, chinois, cubain, comme des partis "staliniens" contre-révolutionnaires et soumis au Kremlin - et donc de nier la réalité des révolutions sociales qu'ils ont dirigées - et des conflits profonds qu'ils ont connus avec l'URSS stalinisée. Mais ils ont en même temps canalisé ces révolutions en les soumettant à leur tour aux régimes de parti unique - avec des histoires et des réformes les différenciant en partie du "modèle soviétique", et notamment avec l'autogestion yougoslave introduite au nom de la Commune de Paris et de Marx contre Staline ; mais aussi avec le cas de Cuba dont la révolution n'a pas été dirigée par un PC et restait plus directement mobilisée contre l'impérialisme menaçant à ses portes.

Quelles qu'aient été les différences, tous ces régimes ont partagé avec celui de l'URSS de grands écarts entre les finalités communistes affichées et les réalités répressives. Mais, pendant des décennies, chacun de ces partis au pouvoir a cherché à légitimer son règne au nom des travailleurs et des idéaux communistes, donc autrement que par la seule répression. Et cela

fut possible, jusqu'aux années 1980, en exploitant les ressources de croissance extensive non-capitaliste (la monnaie ne jouant pas le rôle de capital accumulable et la force de travail n'étant pas soumise au risque de licenciement, pas plus que les entreprises n'étaient soumises aux risques de faillite). Sur de telles bases, accompagnées de gaspillages et de relations de travail aliénées, se sont établis des protections et gains sociaux perçus comme droits humains, notamment au travers d'une socialisation spécifique dans le cadre des grandes entreprises où les syndicats distribuaient des avantages en nature (logements, services de santé, crèches, loisirs, produits de consommation...) : ils étaient devenus sous Brejnev plus importants que le salaire monétaire. Les travailleurs ont été impliqués dans des relations spécifiques, valorisant le travail, mais l'aliénant dans des formes de protections sociales

Les travailleurs ont été impliqués dans des relations spécifiques, valorisant le travail, mais l'aliénant (...) sans permettre la responsabilisation, l'auto-organisation, le pluralisme des débats.

non capitalistes sans permettre la responsabilisation, l'auto-organisation, le pluralisme des débats - et donc sans donner un cadre permettant des bilans et rectificatifs collectivement assumés et cohérents avec les aspirations communistes nourries par ces systèmes.

Pourtant, lorsqu'ont surgi des phases de déstabilisation de l'appareil du parti unique, affichant ses divisions face au besoin d'améliorer l'efficacité du système, des mouvements sociaux et politiques se sont engouffrés dans les brèches ouvertes, en instaurant et revendiquant ce que l'idéologie dominante proclamait : un socialisme des "travailleurs associés", supposés propriétaires collectifs des moyens de production, et une démocratie socio-économique et politique plus large et non moindre que la démocratie parlementaire. Ainsi, le rejet de la censure et l'émergence perçue comme "légitime" des conseils ouvriers et de revendications autogestionnaires ont exprimé la popularité de ce dont ces régimes se réclamaient : en Hongrie et Pologne en 1956, en Tchécoslovaquie en 1968 (moins connus et célébrés que la phase du "printemps de Prague" pour un "socialisme à visage humain"), en Yougoslavie en juin 1968 avec les revendications d'une "autogestion de bas en haut" et de la planification autogestionnaire contre la "bourgeoisie rouge" ; en Pologne à nouveau en 1980 avec le programme du congrès du syndicat indépendant Solidarnosc regroupant l'immense majorité des travailleurs polonais, en faveur d'une république autogérée et d'un contrôle social autogestionnaire sur les réformes économiques... Tout cela était organiquement légitimé par des révolutions et des régimes anti-capitalistes ; mais ces dynamiques démocratiques socialistes / communistes étaient contradictoires avec toute dictature du parti unique. Ces mouvements ont exprimé l'exigence

de réduire l'écart entre le communisme au sens d'une utopie non réalisée mais rendue "concrète" par ces régimes eux-mêmes ; leurs aspirations étaient organiquement antagoniques avec la restauration capitaliste de 1989 : voilà ce qui est caché, occulté, à la fois par l'idéologie anti-communiste et par les membres des anciens PC devenus acteurs de la restauration capitaliste. 1989 mettait fin à des régimes de partis uniques rejetés, mais cela ne veut pas dire qu'il y a eu des mouvements démocratiques et de masse en faveur du capitalisme - même la chute du Mur de Berlin (massivement bienvenue) n'implique pas que la suite, le contenu de l'unification allemande ait été, lui aussi, bienvenu pour les populations de RDA (l'Ostalgie - la nostalgie des Allemands de l'Est - ne porte évidemment pas sur la Stasi ; mais elle est incompréhensible si l'on identifie la chute du Mur et l'unification allemande, le pluralisme politique et les privatisations).

La mise en place du pluralisme politique a été réalisée par / contre les anciens partis uniques, la plupart d'entre eux se dissolvant et changeant d'étiquette et s'intégrant parfois à des fronts hétérogènes. Le pluralisme n'a débouché sur les privatisations généralisées et la restauration capitaliste que parce que cette phase survenait après la répression systématique dans les années 1970-1980 des mouvements de masse démocratiques d'essence socialiste : ce sont des appareils "communistes" défendant des privilèges de fonctions associés à leur monopole de pouvoir qui ont brisé la dynamique socialiste démocratique des années 1970 - avant de basculer, sous une étiquette ou sous une autre, à la fin des années 1980 vers la transformation de ces privilèges de fonction en privilèges de la propriété. Les scénarios différenciés sont à analyser pour la Russie et pour les pays dans l'orbite de l'Union européenne - avec des situations intermédiaires, mais avec ces mêmes basculements d'ensemble post-1989.

La restauration capitaliste à partir des années 1990 a été un processus interne / externe et par en haut avec des étapes et des formes concrètes de privatisations "de masse" piégeant les travailleurs (basées sur une transformation opaque de l'État et - quand les meilleures entreprises n'ont pas été vendues au capital étranger, comme en Hongrie ou, plus tard dans les républiques baltes - sur la distribution gratuite d'une part majeure de la propriété collective aux travailleurs et populations, sous forme d'actions) que je ne peux analyser ici. Avec le recul de vingt ans et la crise profonde du système-monde capitaliste en cours et affectant l'Europe de l'Est depuis 2009, il faut y revenir et en dire la réalité en lien avec les résistances d'Europe de l'Est (ou de Chine) trop ignorées. La marchandisation généralisée post-1989 a signifié pour les populations concernées la remise en cause de "l'égalitarisme", de l'accès universel aux biens de base et de la garantie

(5) Voir sur mon site (csamary.free.fr) les articles sur la restauration capitaliste en Yougoslavie et Europe de l'Est.

de l'emploi - et des ruptures radicales avec les aspirations exprimées dans les grands mouvements sociaux et démocratiques que ces régimes passés ont nourris.

Et c'est là que je mettrai l'accent de conclusion sur la question du / des "communismes" du XX^e siècle. Le règne des partis communistes au nom des travailleurs et du socialisme a été une première rupture historique avec le capitalisme - la bureaucratisation et

Il n'y avait pas de réflexion et d'expérience suffisantes sur la démocratie à inventer, qui ne s'arrête pas aux portes des entreprises et ne se réduit pas à des élections périodiques.

le règne du parti unique empêchant en même temps une transformation socialiste / communiste cohérente, capable de résister à l'environnement capitaliste redoutable.

Dire que ces sociétés n'étaient ni capitalistes ni communistes ne suffit pas, car cela occulte d'une part la réalité progressiste de cette rupture et la force des aspirations communistes ; d'autre part cela occulte la question "organique" dont j'ai parlé en premier, la bureaucratisation du mouvement ouvrier et des révolutions non pas comme un simple "accident" de l'histoire, mais comme un phénomène partiellement inévitable. Les révolutionnaires ne pouvaient le combattre qu'à deux conditions (alors non réalisées) : la conscience explicite de ce danger et des mesures pour le combattre. Au cœur des moyens nécessaires pour atteindre réellement les fins communistes, il n'y

avait pas de réflexion et d'expérience suffisantes sur la démocratie à inventer, qui ne s'arrête pas aux portes des entreprises et ne se réduit pas à des élections périodiques. Mais les résistances dans/contre ces régimes de parti unique, en 1956, en 1968, en 1980, en Pologne, Hongrie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie, ont été portées par des millions de membres des PC au pouvoir et des syndicats officiels, qui défendaient réellement des idéaux communistes contre d'autres secteurs plus organiquement liés aux appareils et à des privilèges de pouvoir.

Ce sont des enjeux qui ont à voir, organiquement, avec le communisme et avec les obstacles que tout mouvement d'émancipation se réclamant de ses idéaux rencontrera nécessairement. Et c'est pourquoi les courants dominant le système-monde capitaliste en crise, veulent éradiquer l'ensemble de ce passé en le réduisant au goulag.

Voilà ce que je tire de l'expérience du XX^e siècle. ♦

Catherine Samary

Sur le site
www.comunistesunitaires.net
Découvrez **Altercommunistes**



Assumer la contradiction, pour la dépasser



Roger Martelli

1 Il n'y a pas de leçon de l'histoire. D'abord, parce qu'on ne se baigne jamais deux fois dans le même fleuve. L'histoire n'est ni répétition ni table rase, mais développement. L'ambition n'est pas d'apprendre des leçons, mais de produire de la pensée et de la pratique de la transformation. Innover est un impératif catégorique ; toutefois, pas d'innovation sans ancrage, pas de voyageur sans bagages.

2. Il y a d'autant moins de leçons que l'histoire n'est pas univoque, mais contradictoire. Pour le mouvement révolutionnaire, une contradiction est fondamentale dès le départ : le capitalisme s'inscrit dans une longue chaîne de sociétés d'aliénation, mais il s'y inscrit sous les doubles auspices de la liberté et de l'égalité juridique. La liberté et l'égalité (tout comme la démocratie) sont donc toujours et indissociablement des instruments de reproduction (des masques) et des vecteurs de contestation (pourquoi liberté et égalité seraient-elles uniquement juridiques ?). Inutile de redécouvrir la lune. Depuis le départ (disons : depuis 1789), on sait deux choses en même temps : que la démocratie est totalement bourgeoise et qu'elle est le meilleur cadre pour le dépassement de la norme bourgeoise. Les deux, en même temps.

3. Pour le mouvement ouvrier, dès le début (surtout en France), la contradiction s'exprime sous la forme d'un dilemme : faut-il s'extérioriser du cadre de la démocratie instituée, au nom de son contenu bourgeois, au risque de l'isolement et du solo funèbre ? Ou faut-il s'y insérer pour travailler les contradictions et porter le mouvement vers le dépassement, au risque de la dilution ? En France, ce dilemme prend une forme politique concrète : le rapport au "parti républicain". Faut-il s'y insérer ou faut-il construire le mouvement politique ouvrier en totale extériorité ? D'un côté

Alexandre Millerand (le premier socialiste au gouvernement), de l'autre côté Jules Guesde. La synthèse, c'est Jaurès : les socialistes doivent s'organiser en parti séparé et travailler dans l'espace républicain. Synthèse, donc ; mais la synthèse n'est pas le milieu : à l'arrivée, Jaurès s'allie à Guesde et pas à Millerand.

4. Il y a contradiction : c'est là que tout se complique. Dans le mouvement ouvrier, la contradiction s'exprime par de continues bifurcations et rectifications, avec une tendance forte au balancier (un coup à gauche, un coup à droite). Le mouvement ouvrier se constitue au départ (début XIX^e siècle) sous la double forme de la coopérative et du mutualisme d'un côté, des sociétés secrètes de l'autre. L'échec de la coopérative et du mutualisme pousse vers la conquête du pouvoir d'État ; l'échec des sociétés secrètes vers la révolution de masse insurrectionnelle. Plus tard (années 1880), l'échec des révolutions insurrectionnelles pousse vers une organisation bicéphale : le mouvement syndical exclusivement prolétarien et extérieur ; l'action

Depuis 1789, on sait deux choses en même temps : que la démocratie est totalement bourgeoise et qu'elle est le meilleur cadre pour le dépassement de la norme bourgeoise.

politique de masse structurée (la galaxie sociale-démocrate, forme prolétarienne du parti politique naissant) et la voie parlementaire. L'échec de la voie parlementaire, à son tour, pousse au regain de révolutionnarisme après 1914, etc.

Il faut dépasser le balancement. Prenons la question de l'État, qui nous occupe beaucoup, à juste titre. La polarité de fait du mouvement communiste sur un étatisme pratique n'est pas un choix théorique (la théorie pousse au dépérissement de l'État), mais un choix pragmatique (le dépérissement trop abstrait conduit à l'impasse politique). La "pureté" théorique n'est pas en elle-même un garde-fou ; la "bonne" conception de l'État n'est pas la panacée. Si le processus de dépassement de l'État "administratif" classique n'est pas concrètement pensé et anticipé, l'État revient par la fenêtre après avoir été mis à la porte. Il ne suffit pas alors de revenir au Lénine de l'État et la révolution pour conjurer le stalinisme. Il ne suffit pas de revenir à la Première Internationale pour effacer les défauts du bolchevisme. Il ne suffit pas de revenir à l'avant-parti pour dépasser les lacunes de la forme-parti.

5. Le problème n'est pas dans les bifurcations, mais dans un double aspect : on bifurque, mais on ne pense

pas la contradiction ; quand on bifurque, on rejette un point de vue et on oublie le grain de vérité absolue qu'il pouvait contenir. La plupart du temps, le mouvement ouvrier révolutionnaire n'a pas dépassé la contradiction : il a oscillé entre un pôle et l'autre de cette contradiction. Et, dans l'ensemble, on rejette un point de vue et on oublie ce qui l'avait motivé. Bakounine rejette la conception de la dictature chez Marx ; Bakounine est battu parce que son projet politique de contournement de l'État conduit à l'échec ; mais on oublie ses préoccupations sur le risque de despotisme. Erreur : Marx avait raison, mais Bakounine n'avait pas complètement tort. Le balancier et l'oubli : maladies à la fois infantiles et séniles du communisme.

6. Faut-il dire que le communisme n'a pas échoué puisqu'il n'a jamais été réalisé ? Faut-il dire que le problème du communisme est dans ce qu'il s'en est tenu au socialisme ? Oui et non. L'affirmation est théoriquement vraie (l'enkystement soviétique dans l'auto-définition du socialisme a justifié, sur la longue durée, la coercition maximale de l'État). Mais pratiquement elle pose trois séries de problèmes.

Le premier est le moins fondamental : on disait autrefois que le socialisme soviétique était le communisme en actes ; les mêmes (des communistes) disent aujourd'hui que ce n'était pas vrai ; qui croire des communistes d'hier et de ceux d'aujourd'hui ? Deuxième problème : le communisme, que l'on définit par ailleurs comme un mouvement, est pensé comme extérieur au mouvement concret qui l'a porté au XX^e siècle ; le communisme est un mouvement, mais celui du XX^e n'était pas le bon ; qui garantit que celui du XXI^e est le bon ?

Plus profondément, dire que le communisme n'a jamais été réalisé signifie que l'on sait ce qu'est le "vrai" communisme. Mais le problème du communisme du XX^e siècle ne me semble pas d'avoir oublié quel était le vrai communisme. À plusieurs moments, il a pensé qu'il corrigeait une évolution problématique par une autre évolution, qui a pu s'avérer au moins aussi problématique : le choix de la NEP en 1921 vient de ce que le communisme à usage immédiat que présupposait le communisme de guerre conduisait à l'échec ; mais la politique de la NEP, à son tour, produit de nouvelles contradictions. Fallait-il pour autant interrompre la NEP en 1927 ; surtout, fallait-il revenir au communisme de guerre ?

7. L'histoire du communisme n'est pas celle des bons et des méchants, où les bons d'hier sont les méchants de demain et vice-versa. Trotsky a été l'un des tout premiers analystes pertinents du stalinisme ; il n'est pas nécessairement l'antidote définitif à Staline. Il n'y a pas à choisir Marx contre Proudhon ou Proudhon contre Marx. Il ne s'agit pas de revenir au "bon" Lénine ou au "bon" Marx. Mieux vaut partir de l'idée que quelque chose est dépassé, mais que tout n'est pas dépassé de la même manière. L'idée que, le capitalisme étant forme supérieure de la société d'aliénation et de

classes, le combat pour l'émancipation passe par un processus de décapitalisation ? On garde. L'idée que l'ordre social étant à la fois économique, social, politique, symbolique, la décapitalisation passe par une lutte globale et donc politique au sens fort du terme ? On garde. L'idée que le préalable est la prise du pouvoir d'État par le peuple guidé par une avant-garde ? On laisse. L'idée que la révolution est un processus ("révolution permanente") ? On garde. L'idée qu'elle est une succession d'étapes ? On laisse.

Il n'y a pas de fatalité dans les perversions du communisme historique ; mais il y a dès le départ des lignes de faille dans la conception de la classe, de la démocratie et du parti.

8. Abandonner la référence fondatrice ? Non. Revenir au point de départ ? Non. Parce que deux affirmations sont vraies en même temps :

- il n'y a pas de fatalité dans les perversions du communisme historique ; Staline n'est pas le débouché inéluctable de Lénine, ni le Lénine de Que faire ? ni même le Lénine qui incite à créer la Tcheka ;
- mais il y a dès le départ des lignes de faille ou des points aveugles dans la conception de la classe, de la démocratie et du parti. Ces lignes de faille, au bout d'un moment, deviennent des gouffres ; le communisme du XX^e siècle s'y est perdu.

Être du côté de Marx, c'est donc affirmer la nécessité de la refondation de la lignée Marx ; et la refondation ce n'est ni la répétition ni le reniement, mais la volonté d'éviter le dilemme meurtrier de l'immobilisme et du renoncement. L'échec du communisme politique est d'abord dans ce qu'il n'a pas su se dégager du balancier. D'un côté, le PCUS et le PCF jusqu'en 1991 ; de l'autre, le PCI. Il y avait deux façons de mourir ; le communisme du XX^e siècle n'a évité aucune des deux.

9. Il n'y a pas de leçon de l'histoire, mais confirmation d'une méthode. Vouloir révolutionner suppose d'appréhender des contradictions et de chercher à s'y inscrire (une contradiction ne se nie pas, mais se dépasse en travaillant sur elle) pour construire un processus de transformation (on s'inscrit dans des contradictions, mais pour passer d'une formation à une autre). Cette méthode devrait avoir quatre points d'ancrage : penser les points de dynamique possible et les points de blocage dans le réel ; penser concrètement (pas de façon trop abstraite) le processus qui relie visée et pratique, temps long et temps court, réformes partielles et révolution ; penser les forces qui servent de points d'appui et de producteurs de la transformation ; penser, avec ces forces, les formes d'organisation qui relient individu autonome et collectif, dans la durée, autour d'une visée de subversion. ♦

Roger Martelli

Quel périmètre de discussion ?

Michel Mouréreau

Il y a une question qui me préoccupe, qui est liée effectivement au mouvement historique : guerre de 14, guerre de 39, partage des zones d'influence Est-Ouest, allusion tout à l'heure au drame grec d'après 45. Cette division fait que l'analyse menée repose sur ce qui s'est passé dans une zone géographique qui est celle de l'Est de l'Europe. La seule expérience extra zones d'influence dont on dispose, c'est Cuba, à quoi il a été fait allusion. Autrement dit, en un mot, il ne faudrait pas que l'on oublie que l'analyse et la réflexion que l'on mène actuellement s'inscrivent, de mon point de vue, dans ce qui est aussi la tradition de l'Orient y compris l'Extrême-Orient. Je veux parler tout simplement des traditions proprement russes au sens très national du terme (pour ne pas dire même nationaliste).

J'ai à l'esprit un article, paru dans *Le Monde* dans les années 80-85, à peu près, qui faisait la part de ce qui relève de l'univers russe et de la manière dont l'identité russe intervient dans l'histoire du communisme.

C'est sur cette expérience-là que l'on se base, étant entendu qu'on n'en a pas d'autre. Autrement dit, plus simplement, en se cantonnant à cette analyse-là, est-ce que nous ne nous s'enfermons pas nous-mêmes dans une logique qui est celle de l'autoritarisme (tradition du potentat d'Orient), assez traditionnelle quand même dans cette partie-là de la planète où des empires vieux de plusieurs millénaires (Chine, plus tard Russie) et installés sur des territoires immenses, ont mis en place un autoritarisme à la mesure de l'étendue de leur territoire et par ce moyen et installé un appareil étatique aussi cohérent et efficace que possible au temps de la voiture à cheval ? ♦

L'apport de l'anarchisme

Georges Simard

Je voulais revenir sur l'idée de la séparation entre les anarchistes et les socialistes. À ce moment-là, la bourgeoisie a sauté sur l'occasion pour diaboliser les anarchistes, mais il est évident que cette séparation fondamentale a été dommageable au mouvement ouvrier. Parce que lorsqu'on parle d'autoritarisme inhérent au mouvement ouvrier, il n'y a pas que l'influence soviétique. Dès le départ, le mouvement ouvrier, qui est fait non seulement de collectifs mais d'individus, est influencé par le caractère, comme disait Snyders, de « *l'enfant du prolétariat* ».

Quelle image l'enfant du prolétariat a de lui-même ? Il a l'image d'un pauvre gosse, d'une personne qui n'a pas de valeur en soi et qui n'a de valeur que le nombre. La lutte des classes, au départ, c'est l'idée du nombre (donc la militarisation). D'ailleurs, culturellement, quand on voit les orchestres et les majorettes dans la culture ouvrière dans le Nord de la France, on constate tout bonnement que le militarisme fait partie de la culture ouvrière. Il n'y a pas que les staliniens qui ont cet autoritarisme "génétique" on va dire (c'est une tendance qu'on retrouve y compris chez les trotskystes), mais l'ensemble du mouvement ouvrier dans sa composante sociale-démocrate.

Et je considère qu'effectivement il est indispensable qu'on arrive à dépasser l'oubli. Au moment où la contradiction historique a cru donner raison au socialisme début du XX^e siècle, on se rend compte qu'on a eu tort de laisser de côté l'anarchisme. C'est un premier débat qu'il nous faut absolument ouvrir ou dont il nous faut absolument tenir compte parce qu'effectivement toutes les constructions bureaucratiques qui nous ont fait crever par la suite ne venaient que de ce phénomène-là. À savoir que l'individu, dans le mouvement ouvrier, ne se donne pas le droit d'exister en tant que tel, parce que c'est une définition "originelle". ♦

Travailler sur le communisme : une nécessité ignorée



Bernard Calabuig

Je trouve que ces séances de travail sont extrêmement importantes : ce n'est pas seulement un retour vers le passé pour analyser le passé, elles nous font réfléchir y compris pour aujourd'hui. Voilà pourquoi je vais intervenir sur des points qui ont été abordés tout à la fois par Catherine et Roger, car malgré la pertinence des questions qu'ils posent, et sans camper sur des positions, il me reste quand même des interrogations fortes.

Roger dit que le stalinisme et l'échec du socialisme ne sont pas inscrits dans la théorie. Je pense quand même que dans ce qu'on a appelé le marxisme-léninisme, le triptyque socialisme scientifique (avec tout le déterminisme qu'il y a derrière), la question du parti guide et de la dictature du prolétariat, ce triptyque-là porte en lui les germes de l'échec. À partir du moment où l'on s'appuie sur l'idée que les idées dominantes sont celles de la classe dominante, cela induit le fait qu'il ne peut pas y avoir de majorité avant la prise du pouvoir. Donc, de fait, on injecte la conscience de l'extérieur, c'est la théorie de Lénine, c'est le parti organisé militairement, d'avant-garde, et la dictature du prolétariat pour garder le pouvoir. Donc il y a là déjà, je le pense, tous les germes qui conduisent à l'échec, indépendamment du stalinisme, indépendamment de la poursuite de la NEP ou pas.

Deuxième chose, sans vouloir mordre sur le débat de ce soir, je trouve que notre réflexion aujourd'hui est cousine du droit de suite de ce soir sur l'État. Il y a tous ces débats auxquels on a fait référence, Marx, Bakounine et notamment la question de l'État. Mais le socialisme se construit quand même à partir du grand Parti socialiste allemand, le débat autour du programme de

Gotha. C'est quoi le débat autour du programme de Gotha ? C'est que, au centre, il y a la question du socialisme. Marx et Engels le critiquent en disant que ce n'est pas le parti-pris de l'émancipation, de la désaliénation, mais le parti-pris de l'État fort qui redistribue pour faire de la justice sociale. C'est comme ça que se construisent quand même les partis de la II^e Internationale. Et qu'on le veuille ou non, la théorie du dépérissement de l'État, dont Roger dit qu'elle existe dans la théorie mais que, dans la pratique, on fait de l'État, je ne suis pas complètement sûr qu'elle existe dans la théorie. Je ne suis pas sûr que dans la théorie, le mouvement communiste ait continué dans le XX^e siècle à porter la question du dépérissement de l'État puisque le mouvement communiste, ce qu'on appelle le communisme politique, n'a jamais travaillé la question du communisme pendant toute son existence ; le Parti communiste français (mais c'est vrai pour tous les partis communistes) n'a jamais écrit même le mot

Je pense que ce qu'on a appelé le marxisme-léninisme, le triptyque socialisme scientifique, parti guide et dictature du prolétariat, porte en lui les germes de l'échec.

"communisme" dans une résolution de Congrès, qui sont les textes les plus sacrés, avant 1994. On n'a toujours parlé que du socialisme, et de la prise du pouvoir et de l'État fort. Ce sont des questions qui continuent toujours à m'interroger. Et si j'en parle, de façon peut-être un peu décousue, c'est en réagissant à vos propos, à la question de la bureaucratie. Mais la bureaucratie dans l'État tsariste est extrêmement forte, le système est policier, il est extrêmement bureaucratique. Cette bureaucratie, elle n'est pas seulement le produit du parti révolutionnaire, elle tient aussi au fait qu'il n'y a pas eu la transformation de l'appareil d'État. Lénine garde, dans l'appareil d'État, la bureaucratie des tsars ; parce qu'ils savent lire, écrire, diriger le pays. C'est-à-dire qu'il y a une prolongation, même si accentuée certainement par le stalinisme.

Dernière petite réflexion, il faut constater aussi que tous les partis communistes se créent sur la question de révolution ou réforme (le balancier dont parle Roger, l'échec du parlementarisme, donc la nécessité de la révolution) et mis à part le parti bolchevique et le parti chinois, aucun parti communiste ne réalise une révolution, nulle part. Cuba, ce n'est pas le parti communiste, il naît après ; le reste, ce sont des guerres de libération nationale, que l'on pense au Vietnam ou autre, mais la révolution en tant que telle, il n'y a

qu'en Chine et en Russie que les partis communistes la réalisent. Et pourtant ils naissent sur cette question-là de la révolution contre le réformisme. Et dans de nombreux pays, notamment le nôtre, alors qu'ils naissent contre l'idée même de réforme, ils permettent autant de réformes progressistes qu'il y en a eu dans les pays du socialisme réel. Et ce, souvent même, dans l'indifférence.

Sur le mouvement anarchiste, ce n'est pas uniquement la bourgeoisie qui les a mis de côté, la IIIe Internationale, dans laquelle ils étaient nombreux, les a fait partir aussi. Et je pense que l'on s'est privé d'un courant de pensée qui aurait pu certainement nous apprendre beaucoup de choses ; les partis communistes ne se seraient peut-être pas construits de la même façon, notre pensée sur la question de l'État n'aurait pas été la même, si l'on avait pu bénéficier de ce courant de

pensée. On a minoré quelque chose qui, à mon sens, est essentiel.

Et j'arrêterai sur la question qui me semble être au centre du Manifeste de 48 et en permanence contredite : « *L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.* » C'est un débat actuel. À propos du troisième pilier du Front de gauche, quand on pose que « *L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* », une réponse que nous font des amis des mouvances plurielles est : Eh bien, si l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, à quoi sert-il que nous nous rapprochions pour nous organiser ? ♦

Bernard Calabuig

Un passé qui pèse encore aujourd'hui



Pierre Zarka

Dans ce que je vais dire, il n'y a aucun jugement de valeur ou moral porté sur l'histoire, qui est ce qu'elle est. Je voudrais tenter de croiser deux aspects. Mais, auparavant, une petite remarque annexe sur l'importance de cette question : je ne sais pas s'il est déjà arrivé dans l'histoire de l'humanité que des milliards d'êtres humains soient mobilisés par un espoir et que cela se solde par un échec historique. Je pense qu'il est difficile de mesurer les conséquences d'une telle mésaventure. Les effets doivent en être durables même (et peut-être surtout) si personne n'éprouve plus le besoin d'en reparler, ces effets ne concernent pas que le passé ; on parle de quelque chose qui colle à nous, touche au non-dit, d'effets dont on a du mal à se défaire aujourd'hui.

Je voudrais d'abord souligner que dans la culture collective communiste la conception de la révolution hérite davantage du prestige de la Révolution française que de celui de la Commune de Paris, alors que les objectifs, les forces en présence et les enjeux ne sont pas de la même nature de classe que ceux de la Révolution française. Dans la mémoire collective, y compris

La quête d'efficacité, l'obsession de la réussite, issues de la culture dominante, induisent des modèles de commandement et de fonctionnement qui sont ceux du capitalisme.

chez les communistes, ce qui reste de la Commune de Paris, c'est essentiellement son écrasement. Et cela a des conséquences extrêmement profondes : de Lénine à Gorbatchev, la préoccupation fondamentale - et il n'y a pas de jugement dépréciatif dans mes propos vis-à-vis de cette période -, c'est l'obsession de la réussite et particulièrement compte tenu de ce qu'était la Russie tsariste et même l'URSS des années 1980, le rattrapage sur le capitalisme. On le trouve chez les deux et on le trouve entre les deux. Cela a des conséquences assez importantes dans l'imaginaire révolutionnaire collectif : comme l'a montré Catherine Samary, incontestablement le système change, mais si le système change, je pense que la quête d'efficacité induit un modèle de commandement et un modèle de fonctionnement qui demeurent ceux du capitalisme. Et la distorsion entre l'objectif et la méthode ne cesse de s'aiguïser au fil du temps.

Cela m'amène à une autre série de réflexions, mais qui en découlent. Tout d'abord une petite remarque : la mise en cause de la place de l'État, cette préoccupation ne se limite pas au seul courant anarchiste, Marx y passe la moitié de sa vie ! On dit parfois que c'est le jeune Marx, quand on fait allusion à *La question juive*, mais au lendemain de la Commune de Paris, quand il écrit *La guerre civile en France*, ce n'est plus tout à fait le jeune Marx. Cette place de l'État dans l'imaginaire révolutionnaire a des conséquences extrêmement profondes et extrêmement durables. Je saute allègrement quelques décennies : j'ai fait personnellement mon école du Parti en 1968 ; à l'époque il y avait des cours et ce qu'on appelait des répétitions (des exercices oraux) ; je me souviens avoir eu tout bon à une question qui était : « *Dites en quoi le capitalisme monopoliste d'État est l'antichambre du socialisme.* » Et la bonne réponse était : « *Eh bien, c'est simple : le capitalisme procède aux concentrations, il y a plus qu'à prendre l'appareil d'État et hop, le tour est joué.* » On s'en amuse, mais c'est ce que l'on n'a pas fait - pas uniquement de notre fait -, ce que l'on a tenté de faire avec le Programme commun, ce que nous avons tenté de faire en 1997 et ce qui nous a empêchés d'aller là où il fallait aller en 2007. Cet impensé est singulièrement durable. Et cela a conduit à une expression, qui n'existe pas que dans la sphère du Parti communiste, c'est que la révolution, le socialisme, le communisme (pour l'instant appelons-le comme vous voudrez), c'est d'abord "le partage équitable des richesses". Et avec "partage des richesses", "protection sociale", on croit faire le tour de la question, mais on occulte allégrement la question des rapports sociaux, des pouvoirs, des rapports à la nature ; et on occulte allégrement (le système soviétique comme le PCF et comme d'autres espaces se réclamant du communisme) le dépassement du salariat, qui est aujourd'hui une question dont le capitalisme a l'exclusivité, sous la forme de la précarité. Face à cela, on est contre la précarité, on défend les acquis ; mais qui pose la question de ce qu'est le salariat ? La CGT a même retiré de ses statuts l'abolition du salariat.

On a un problème qui est celui de l'héritage culturel, et notamment de ce qui tourne autour de la prise du pouvoir d'État, et ce n'est pas une question parmi d'autres mais quelque chose de lourd. Catherine évoquait la bureaucratisation. Je serais tenté de dire que c'est répondre à une question par une autre question : qu'est-ce qui la provoque ou la favorise ? Personnellement j'ai tendance à penser qu'à partir du moment où la révolution se résume à ce que j'ai essayé de dire brièvement, les différents rouages de l'État et ses symboles exercent une fascination et une force d'attraction considérables. Il n'y a qu'à regarder aujourd'hui encore ce que donne une réunion à la gauche du PS pour savoir qui sera candidat à une élection. Et c'est l'affaire Dreyfus du moment ; c'est-à-dire que tout le monde s'empoigne parce qu'il a envie d'être candidat quand bien même il ferait 1,2 %. Le prestige, comme dirait Bourdieu, l'impact, le capital symbolique de l'institu-

tionnel, du commandement jouant un rôle énorme. D'où une confusion assez considérable (parce que l'ambivalence est celle de la société capitaliste dont on ne peut pas s'abstraire) avec l'ascension sociale.

Qu'est-ce qui provoque ou favorise la bureaucratisation ? C'est le fait d'hypertrophier l'institutionnel et d'occulter la question des structures même de la société.

J'ajoute une dimension que j'ai rapidement abordée sur la liste débat de l'ACU. En identifiant l'État à la nation et celle-ci au peuple, on a nourri une confusion aux effets souvent redoutables qui sont du ressort du nationalisme. L'édification du socialisme s'identifiant à l'État socialiste nous a poussés vers le concept de patrie du socialisme qui rendait toute critique de l'URSS suspecte.

Je rajoute encore, sur un autre plan qui n'a pas été évoqué, une lecture de ce qu'est le prolétariat extrêmement étriquée. Classe ouvrière et, en allemand, Arbeiterklasse, ça ne veut pas dire tout à fait la même chose. J'étais membre de l'Union des étudiants communistes en 68, et nous évoquions que la classe ouvrière avait des raisons "matérielles" de vouloir transformer la société et que les intellectuels avaient des raisons "idéologiques et morales" de rejoindre le combat de la classe ouvrière". C'est-à-dire que l'on voit bien, si je puis dire, comment s'enchaînent beaucoup de choses à partir d'une lecture qui hypertrophie l'institutionnel, qui ne pose que relativement peu la question des structures mêmes de la société ou de la transformation des structures de la société.

Et je termine par quelque chose qui pèse encore aujourd'hui. De ce fait, dans cette vision des choses, que devient la division, que vous avez évoquée tous les deux, entre ce qu'on appelle, à mon sens à tort, mouvement social et politique ? Nous sommes partis de la conception, héritée, dans laquelle le mouvement social, c'était pour accumuler des forces en attendant le moment décisif qui renvoyait à la prise du pouvoir d'État et qui, dans un cadre pacifique, ne pouvait qu'être électoral. Et le fait que les PC renonçaient au parti unique les poussait dans les bras de la social-démocratie : il fallait bien être au moins deux. Et aujourd'hui nous ne savons pas quoi faire des luttes sociales ; elles sont vécues comme des luttes "en attendant" les moments décisifs, elles ne sont jamais vécues comme des luttes porteuses de transformation des structures de la société, mais simplement pour essayer d'obtenir satisfaction dans son propre périmètre ; et donc cela prête singulièrement le flan à une vision d'aménagement possible du capitalisme. ♦

Pierre Zarka

Actualité du communisme après Thermidor



Pierre Cours-Saliès

Ces séances sont à la fois productives de connaissances communes et stimulantes parce qu'on essaie de reformuler une stratégie, des perspectives, une pratique pour les luttes d'émancipation. C'est d'actualité, comme le communisme. Et si nous produisons des écrits, il ne faut pas s'en excuser, cela permettra de mieux discuter.

Avec Pierre Zarka, nous allons courir le risque d'ici quelques semaines de vous soumettre un livre qui porte sur la relecture de Marx, de son actualité en termes de réorganisation de la société. Je pense que c'est utile.

Débattre des "angles morts du communisme" incite à un examen de ce qui ne se discute pas tous les jours. Souci utile !

Toutefois, aucune des deux introductions ne me semble répondre à une question, inséparable du projet d'émancipation collective : comment se fait-il qu'il ne soit pas réalisé et reste en projet historique ? Pour situer l'actualité du communisme, il faut se confronter au XX^e siècle "réellement existant", chacun en convient facilement. Et, selon moi, commencer à une situation : il y a eu août 14.

Mais les deux introductions passent à côté de ce fait qui permet de situer l'origine directe du communisme comme forme organisée dans les termes d'un parti qui se construit séparé du socialisme et de la II^e Internationale. Il y a une nouvelle phase de l'histoire des luttes de classe qui donne son actualité au projet de reconstruction militante sous la forme de partis communistes.

Qu'est-ce que "le drame du XX^e siècle" ? C'est août 14 et la suite. Ce moment représente la ruine des idéaux et des efforts politiques des dizaines d'années qui précèdent. Jusqu'en 1910, les socialistes qui se veulent liés aux mouvements sociaux - on pourrait reprendre un texte de Jaurès là-dessus(1) - pensent que, si l'on arrive à empêcher la guerre, on peut avoir une construction organique, la transformation de la société qui épanouirait les individus ; à travers les coopératives, les formes organisées, les formes socialisées de propriété, les formes démocratiques de divers services publics, cela permet de transformer fondamentalement la société sans avoir une lutte de classe frontale, violente. Si la victoire pouvait se faire par des moyens de démocratie de masse, quel bonheur !

Je ne suis pas nostalgique de cette idée qui a fait faillite, mais c'est sur cela que se bat Jaurès, c'est sur cela qu'il se fait traiter de trublion gauchiste dans la II^e Internationale(2) : en 1907, à Stuttgart, il vote la même motion que Lénine et sera insulté comme traître ; il

Comment se fait-il que le communisme ne se soit pas réalisé ? Pour situer l'actualité du communisme, il faut se confronter au XX^e siècle "réellement existant" : il y a eu août 14.

poursuit la même ligne en 1910. N'oublions donc pas ces congrès de la II^e Internationale ; « *Oui, maintenir la paix par tous les moyens d'action du prolétariat, même par la grève internationale, même par la révolution* ».

C'est sur de pareilles positions qu'il est proche du mouvement syndical révolutionnaire en France, majoritairement de cette orientation-là avec toutes les ambiguïtés que cela peut recouvrir. Jules Guesde, lui, est dénoncé par cette base ouvrière-là comme le "parti de l'Assemblée". Donc on a, un temps, le "parti du travail" et le "parti de l'Assemblée" ; et il y a Jaurès, artisan de l'unité des socialistes, le principal orateur reconnu depuis longtemps qui est plutôt proche du

(1) Jean Jaurès, *L'armée nouvelle*, chap. 10. (1915), éditions 10/18, 1969. Préface de Madeleine Rebérioux.

(2) Citer un court passage est utile : « *Le socialisme international protège la civilisation démocratique contre les surprises et les cataclysmes. C'est la guerre surtout qui rendrait impossible la régulière évolution humaine. Au contraire, par la certitude de la démocratie et de la paix, par la plénitude du droit populaire et de la sécurité internationale, le passage de la société bourgeoise à l'ordre socialiste peut s'établir par étapes, par transitions ménagées, sans violence et sans effusion de sang, sans gaspillage des forces économiques.* » (pp.285-6)

parti du travail, avec une grande partie des syndicalistes, les coopératives et tout le reste(3). Imposée par des volontés bourgeoises, la guerre a été très lourde humainement mais aussi symboliquement, et politiquement. Le vote des crédits de guerre en Allemagne, y compris par la quasi-totalité des élus socialistes, sera suivi du ralliement de l'essentiel des dirigeants. Les déchantations après 14 sont nécessairement marquées par cela. Si on n'en parle pas, comment parle-t-on du bilan du XX^e siècle du point de vue individus, luttes collectives et autre ? Ce n'est pas vrai que les individus voulaient la discipline, ils savaient qu'il fallait être nombreux pour ne pas être soumis au patron ; ce qui n'est pas la même chose que vouloir la discipline. Et, en fait,

Le problème n'est pas de justifier tout ce qu'a fait Lénine ou pas. Ce qui nous importe, c'est ce qui s'est passé comme contradictions et ce que cela nous donne comme héritage.

ils avaient des comportements tout à la fois très collectifs et anarchistes au niveau local. Et pourquoi, à un moment donné, cette base ouvrière-là (ouvrière, paysanne et artisanne) devient-elle disciplinée vis-à-vis des divers partis ? C'est l'histoire après 14. Et cette histoire se déroule avec une partie des dirigeants socialistes qui ont donné aux bourgeoisies des gages pour leur bonne gestion des "intérêts nationaux".

Par son origine et ses formes, la Révolution russe apparaît mondialement, dans ses premières années comme support et encouragement pour réaffirmer un horizon politique d'espoir. Comment cela a-t-il été contredit ? Faut-il parler des limites autoritaires déjà présentes dans le marxisme ? Ce ne sont pas pour nous des questions anodines.

Or, y a une deuxième question décisive : pour la Révolution russe, aucune des deux introductions ne dit qu'il y a eu un "Thermidor russe" ; alors que personne ne parlerait de la Révolution française comme si il n'y avait pas eu Thermidor en 1794. On risque donc de tisonner plus ou moins la mauvaise conscience de ce qui s'est passé, de ce qui aurait été mieux autrement - "leçons à en tirer", "précisions de programme et de pratique finalement décisives" -, au lieu de dire qu'à un moment donné, il y a eu une rupture essentielle. Et ceux qui ont vécu pendant et juste après et qui étaient des progressistes étaient bien comptables à la fois de leurs engagements, des difficultés de la lutte quotidienne et de cette rupture, faite par certains de leurs camarades, dont ils étaient ainsi les vaincus. Nous ne sommes plus en train de tisonner les belles âmes pour savoir comment on résiste au mécontentement de ce qui s'est passé en Thermidor(4). Nous sommes bien après. Mais, disons-nous qu'il y a eu Thermidor ? C'est-à-dire, en 1923-24, l'abandon, puis la liquidation du projet de l'auto-organisation de masse en Russie. Je fais exprès de dire cela

avec des dates, parce qu'on parle "léninisme". C'est vrai, le léninisme a existé infiniment plus de temps que Lénine au pouvoir. Lénine, c'est cinq ans, dont deux à essayer de corriger les erreurs faites pendant les trois premières années (il l'écrit : il faut "corriger"). Donc, si nous voulons discuter, le problème n'est pas de justifier tout ce qu'a fait Lénine ou pas. Ce qui nous importe, c'est ce qui s'est passé comme contradictions et ce que cela nous donne comme héritage. Cela est encore un enjeu important. On nous dit par exemple que l'on a « *chassé les anarchistes de la III^e Internationale* » ; mais ils ne sont pas idiots, les anarchistes, et pour beaucoup, ils sont partis parce qu'ils voyaient que c'était de la bureaucratie ; certains sont restés au parti parce qu'ils restaient en Russie, comme Victor Serge, avec le projet de lutter pour des réorientations politiques ; mais les dirigeants syndicalistes révolutionnaires français, Monatte, Rosmer et autres, qui étaient à la direction de la III^e Internationale, l'ont quittée en 23-24 parce qu'ils pensaient que ce n'était pas redressable, que c'était devenu un pouvoir bureaucratique.

Il y a eu une histoire au XX^e siècle. Je propose qu'on s'en empare et qu'on la discute. J'avais déjà suggéré, mais entre temps il est mort, qu'on organise une discussion avec Moshe Lewin de son livre, *Le siècle soviétique*. Or il se trouve qu'il avait une hypothèse sur ce qui se passait jusqu'en 22-23. Il avait publié, en 1967, *Le dernier combat de Lénine*. Pour vérifier cette thèse, il est allé ensuite regarder les archives soviétiques, les archives gouvernementales pendant qu'elles étaient ouvertes. C'est assez fracassant, si on regarde ce travail d'historien. Je n'ai pas dit que ça résout tout, je n'ai pas dit qu'il avait raison sur tout ; mais si nous ne travaillons pas, collectivement, de façon critique, pour tirer au clair nos propres idées, cela a un effet : on ne peut pas discuter avec des gens qui sont de la génération entre 18 et 30 ans. Pour eux, que signifient ces histoires ? De nombreuses questions et quelques "évidences" qui sont de fausses vérités. Si on ne peut pas reprendre ces choses-là au fil des faits critiques, on ne va pas s'en sortir.

De même chose à propos de "construction" d'un nouveau pouvoir : l'idée de la classe dominante n'est pas une idée spécifiquement marxiste ni léniniste. La perspective de Marx et d'Engels, c'est qu'il ne faut pas chercher à prendre le pouvoir d'État parce que ça détruit les luttes de classes : il faut renverser ce pouvoir d'État et l'utiliser pour le faire disparaître le plus possible à partir des coopératives, des luttes sociales, etc. Et, dans les derniers textes d'Engels, celui de 1891, sur le vingtième anniversaire de la publication de *La guerre civile en France*, est écrit, manifestement, pour les Allemands en ayant peur des déviations bureaucratiques du Parti

(3) En fait, divers historiens ont bien montré comment une osmose se faisait entre une partie des uns et des autres ; entre temps pour le syndicat et temps pour les élections politiques...

(4) Moshe Lewin en donne une véritable étude historique dans son ouvrage trop peu lu et discuté, écrit avec l'analyse des archives de Moscou ouvertes durant quelques années : *Le siècle soviétique*, Fayard (2003).

socialiste allemand. Et il leur dit que ce qui compte, c'est de dire l'actualité pour la révolution, ce sont les formes de la Commune de Paris et son auto-organisation dans la production, dans les débats qui ont précédé et dans tout ce qu'ils voulaient faire.

Ce qui s'est passé entre-temps, quelle attitude prendre ? Écarter comme confuses quelques dizaines d'années ne serait-il pas aussi erroné que dire qu'on s'en réclame ? Oui, cette histoire aussi devra bien être dans nos discussions, parce qu'il faut faire des bilans critiques. N'allons pas faire comme si les gens qui ont

Après "le Thermidor soviétique", l'histoire qui se poursuit porte sur elle et en elle les refus et les contradictions sociales et historiques de Thermidor.

été des communistes et qui se sont plantés sont tous des personnes qui n'avaient pas vu ce qu'il fallait tirer comme leçons de 1924 et du reste. Ce serait stupide. Bien sûr, on connaît tous des militant-e-s comme cela, qui se sont débattus et se débattent avec ces difficultés de tri, de mise en perspective ; il faut bien se rendre compte que ce débat a lieu.

Mais ce débat doit avoir lieu avec, à un moment donné, la capacité de faire une rupture intellectuelle : de quoi on se réclame et de quoi ils ont mal vécu ? Parce qu'ils l'ont mal vécu, il faut appeler les faits avec des concepts qui permettent la discussion : après "le Thermidor soviétique", l'histoire qui se poursuit porte sur elle et en elle les refus et les contradictions sociales et historiques de Thermidor. Cela vaut pour la Révolution française ; et tout un débat mérite d'avoir lieu, à nouveau(5). Cela vaut pour la Révolution russe et il serait dommage que nous n'en discutons pas explicitement. Pourquoi et comment les vainqueurs de 1920 et de la suite ont-ils gagné contre les autres courants militants de l'ex parti bolchevique ? Et quelles alliances ont ainsi détruit les dynamiques possibles d'un pouvoir révolutionnaire ? Peut-on penser, comme Mosche Lewin et bien d'autres, que le "Thermidor" soviétique est joué très tôt et qu'ensuite les contradictions sont inséparables d'une couche bureaucratique au pouvoir, même évidemment si celle-ci est parcourue à diverses époques de doutes et de remises en cause ?

Nous ne portons pas l'héritage des soixante-dix ans de ce pouvoir "léniniste" là. Mais son poids sur notre activité ne sera pas soulevé sans tirer au clair le "Thermidor soviétique".

Je termine par ce que disait un de mes amis, avec qui on a fait une revue syndicale de gauche (Collectif, de 1986 à 1996), lui-même était un ancien militant du Parti communiste et parfois traînait une réputation de stalinien notoire : « *Le truc terrible, c'est qu'on a parti-*

cipé pendant des dizaines d'années à des luttes de classe avec des gens qui ne savaient plus distinguer les corrompus profiteurs de ceux qui étaient réellement dévoués et militants pour la lutte des classes. » Cela l'avait, pour finir, totalement démoralisé et il s'est refusé à chercher à construire une autre force. Il y a plein de gens comme ça autour de nous, du fait de leur expérience propre ou de ce qu'ils ont entendu et entendent ; donc, il faut reprendre ces débats et je pense qu'il faut reprendre un ou deux points de clarification. Quels sont nos objectifs ? Le communisme ne peut pas venir de partis de masse quand ils sont faits pour discipliner les masses, ce qu'était le parti de Kautsky. Souvenons-nous que les positions critiques de l'armée allemande, de sa discipline nationale anti-démocratique ont été interdites par la direction du parti : diffuser ces analyses a été défendu, dans les années avant 1914 dans le Parti socialiste allemand par "réalisme" en vue des élections ! Quand Rosa Luxemburg combat ce parti, elle se retrouve finalement en face de l'un des héritiers de Kautsky qui organise personnellement la saignée de Rosa Luxemburg et de ses amis, spartakistes et anarchistes mélangés aux cadres du mouvement ouvrier.

Quand se produit le "Thermidor russe", les dirigeants de la gauche socialiste allemande, pour beaucoup, ne sont donc plus là, en 22-23, pour dire ce qu'il faudrait faire en Russie, parce qu'ils ont été tués avant. Cela ramène à leur anachronisme quelques argumentations qui veulent montrer Rosa Luxemburg prête, alors qu'elle était déjà morte, à donner des conseils ! La défaite des communistes allemands a une place importante dans le "Thermidor" en Russie. Je pense qu'il faut donc essayer de reprendre les concepts et les moments durs de l'histoire parce que ça nous permettra à mon avis de mieux dire de quoi on se réclame, et de quoi on ne se réclame pas. Sinon, je crois que l'on aura du mal à avancer.

Ces discussions, pour aussi précises que nous les souhaitons tous, n'ont évidemment rien d'académique. ♦

Pierre Cours-Salies

(5) Florence Gauthier, *Triomphe et mort du droit naturel en Révolution 1789 - 1795 - 1802* (1992) Réédition chez Syllepse, novembre 2013. À lire aussi sa préface à la réédition du livre d'Albert Mathiez, *La réaction thermidorienne*, La fabrique, 2010.

Au-delà du droit, quelle démocratie dans les faits ?



Laurent Lévy

Catherine disait tout à l'heure, et cela me semble extrêmement important, que les questions de la bureaucratisation du mouvement ouvrier, c'est notre problème, et elle avait souligné le mot "notre". Et je crois qu'en effet on ne peut pas évacuer - c'est une des raisons d'être de cette séance du séminaire et j'en félicite ses animateurs - les questions concrètes de l'histoire du communisme au XX^e siècle ; on ne peut pas les évacuer dans la perspective même de nos propres combats et de nos propres ambitions. Et si j'insiste, c'est parce que la tendance existe de dire simplement : « *L'expérience soviétique, nous n'avons rien à voir avec* », ou « *Nous avons rejeté le stalinisme, et puisque nous l'avons rejeté* » ou pour d'autres courants « *puisque nous l'avons combattu* », « *nous en sommes quittes* ». En réalité, nous ne sommes quittes de rien.

La question de la responsabilité morale ne se pose pas, ne se pose plus dans nos générations. Mais la question de la responsabilité politique d'analyser ce qui s'est passé et de le comprendre, elle, se pose tout à fait. De ce point de vue je suis d'accord avec ce que vient de dire Pierre Cours-Salies, on a des éléments pour cela, et le livre de Moshe Lewin qu'il évoquait est l'un de ces éléments (il n'est pas le seul) permettant de penser cette histoire de l'Union soviétique d'une manière autre. Mais, là, je ne suis pas tellement d'accord avec ce qu'il a dit : il y a la révolution et puis il y a Thermidor. Je pense que l'analyse de la montée du stalinisme ne peut pas se penser en terme de Thermidor, comme rupture simple, dramatique et d'un seul coup, d'un processus révolutionnaire par ailleurs bien en forme. Et d'ailleurs, les choses seraient trop simples si l'on pouvait attribuer au complot d'un homme ou de

quelques hommes le mouvement complet de la société soviétique. En réalité, nous ne sommes pas quittes d'analyser les phénomènes qui contribuent à la bureaucratisation du mouvement ouvrier ; et nous n'en sommes pas quittes y compris pour ce qui nous concerne.

En réalité, nous ne sommes pas quittes d'analyser les phénomènes de bureaucratisation ; et nous n'en sommes pas quittes y compris pour ce qui nous concerne.

La deuxième chose, c'est une formule qu'a employée Roger Martelli : il ne suffit pas d'une bonne théorie de l'État pour éviter l'étatisme. Et là encore je suis parfaitement d'accord avec cette formule. Là encore l'exemple du soviétisme est tout à fait significatif puisque c'est pendant la révolution que Lénine écrit *L'État et la révolution*, livre anti-étatiste s'il en est. Et c'est dans les mois qui suivent que se met en place non pas le système soviétique tel qu'on le connaîtra définitivement, mais que se mettent en place les premiers rudiments du pouvoir soviétique, qui cessera assez vite d'être un pouvoir soviétique puisque le rôle des soviets va s'amenuiser assez rapidement. On réédite *L'État et la révolution* à une époque où le pouvoir des soviets a pratiquement disparu : une bonne théorie de l'État ne suffit pas à éviter l'étatisme. Alors, quant à savoir ce que c'est "l'étatisme" et ce qu'on peut faire pour le contourner dans notre pratique et dans nos perspectives politiques, j'aimerais bien que nos intervenants reviennent sur cette question : comment se sont cristallisées les questions de l'État, se sont cristallisées des structures étatiques extrêmement puissantes, alors qu'on disposait a priori d'une bonne théorie de l'État ? Celle-ci, peut-être, n'était pas suffisamment partagée, car la théorie, ce n'est pas seulement des livres, c'est aussi la manière dont elle est propagée, diffusée, ce sont toutes les questions de la formation des militants et des cadres. Question qui, sans doute, a été mal traitée à partir de la fin des années 20.

Sur la démocratie : je ne crois pas qu'on règle quelque question que ce soit si on dit que la "solution", c'est la démocratie. La démocratie est une forme politique, mais comme la république, c'est une forme vide. C'est-à-dire que si on la considère comme un ensemble de procédures, de techniques, de manières de procéder pour éviter les prises de pouvoir, les dominations, etc., je crois que l'on se trompe. La question démocratique est avant tout une question de fait, plus qu'une question

de droit. Et de ce point de vue, la question de savoir comment on règle la question bureaucratique reste entière une fois qu'on a dit "démocratie". Et quand Catherine disait que la lutte des dominés favorise le processus bureaucratique en insistant sur le fait que c'était de façon résistible, j'en accepte l'augure, mais je ne sais pas comment on y résiste. On trouve toujours le moyen de contourner les mesures qui ont été prises, et il me semble que si on raisonne en terme de mesures à prendre, on aboutit forcément à un échec.

Un dernier point très rapidement : dans les angles morts du communisme du XX^e siècle, il n'y a pas seulement ses échecs, ses tourments, ses drames et ses crimes, mais il y a aussi des points aveugles que la

réflexion communiste a évités ou n'a pas beaucoup su prendre en charge, qui sont des questions apparues tardivement dans le XX^e siècle, comme la question du genre, la question de la race, etc. Ce sont des points aveugles de la réflexion communiste, mais un parti comme le Parti communiste américain les prend en charge comme tels depuis le début des années 50, ce qui n'a pas été le cas dans le Parti communiste français ni dans la réflexion communiste en général, et je pense que c'est un handicap qui peut peser lourd. ♦

Laurent Lévy

Articuler la démocratie politique citoyenne et l'auto-organisation



Jean-Claude Mamet

Je suis d'accord avec la deuxième partie de Catherine, mais je pense qu'elle a un petit peu enjolivé la première partie sur les angles aveugles. Nous avons eu aussi des angles aveugles dans notre tradition. Par exemple, tu as dit, Catherine, que l'on avait compris très très vite la question du substitutisme du parti par rapport aux masses ; le refus du substitutisme brutal de type stalinien, oui, fait partie de la tradition trotskyste (pour aller vite). Par contre, en ce qui concerne les relations parti et mouvement de masse, et la hiérarchie entre le politique et le social, alors, là, non ! La prééminence du parti sur le social a duré très longtemps dans notre tradition. Quand la Ligue communiste s'est constituée - j'ai adhéré très peu de temps après -, elle portait la prééminence du parti et du politique sur le social, même si c'était juste après 68, c'est-à-dire que c'était notre compréhension de Lénine (rôle du parti en octobre 1917). Nous avons commencé à réfléchir là-dessus, mais dans les années 90. Ensuite,

lorsque l'on dit qu'il n'y a plus de hiérarchie, il faut réfléchir à l'articulation dialectique entre la politique qui vient du social, et comment le parti politique a aussi des responsabilités dans les questions sociales. C'est tout un problème que l'on discute continuellement depuis quelques temps mais que je ne vais pas aborder ici. En tout cas, nous n'avons pas été très rapides dans cette affaire.

Dans la tradition trotskyste, la prééminence du parti sur le social a duré très longtemps. Nous avons commencé à réfléchir là-dessus dans les années 90.

Deuxième chose, sur la démocratie dont a parlé Catherine Samary, en citant, par exemple, les critiques de Rosa Luxemburg sur la dissolution de l'Assemblée constituante, etc. Cela a fait l'objet de controverses fortes, et on ne peut pas dire qu'on ait là-dessus un bagage totalement commun. Le problème, c'est que la démocratie a au moins deux faces. La démocratie auto-organisée, l'auto-organisation sociale sous différentes formes (y compris l'auto-organisation syndicale de mon point de vue), mais aussi ce que Roger a dit sur l'aspect plus politique. Depuis 1789, il y a une contradiction qui existe, une tension entre ces deux faces de la démocratie, entre l'utopie de l'égalité sociale et celle de la démocratie politique citoyenne. Quand Marx dit que la Commune de Paris c'est la forme enfin trouvée, il n'évoque pas une forme "soviétique" ou une auto-organisation sociale (même s'il y a eu des mobilisations), parce que la Commune de Paris, c'est une élection au suffrage universel. Donc ce qui est le mouvement social au sens soviétique dans la Commune de Paris est assez faiblement développé. Il nous a fallu l'expérience

portugaise de 1975, puis des débats dans les années 1980 pour que l'on comprenne qu'il faut articuler la démocratie politique citoyenne, l'utopie jaurésienne au bon sens du terme (républicaine et sociale) avec la démocratie auto-organisée (avec toutes ses formes, le mouvement des femmes, etc.). Donc là, je pense que tu as un petit peu enjolivé notre tradition parce qu'elle n'a pas tout compris du premier coup. Et d'ailleurs, je rajouterai la création du NPA comme retour à la prééminence du politique. Ou du PG, bien sûr, car il y a des aspects très semblables.

Il ne peut pas y avoir de lutte prolétarienne durable sans institution du prolétariat. On ne peut pas imaginer que le mouvement sera tout.

Sur le problème de la bureaucratie, je discute actuellement dans les *Cahiers de l'émancipation*, avec des chercheurs, sur le syndicalisme, Sophie Bérout et Karel Yon (CAIRN Lyon), etc. Il faut effectivement faire attention à une chose, c'est qu'il ne peut pas y avoir de lutte prolétarienne durable sans institution du prolétariat (cela fait partie des conditions de lutte du prolétariat). Ce n'est pas possible, je l'affirme très fortement. Pas seulement les institutions de sa propre organisation, mais des institutions issues de ses conquêtes sociales, par exemple la Sécurité sociale.

On ne peut pas imaginer que le mouvement sera tout, ou fera tout, cela, ça n'existera pas ; si on a ça dans la tête, je pense que l'on se trompe totalement. Donc il faut des institutions, mais il ne faut pas confondre institutions et bureaucratie : il y a des institutions nécessaires et elles peuvent avoir des déformations bureaucratiques. Mais il y a bureaucratie contre le mouvement social lorsque à un certain stade, l'institutionnalisation devient non contrôlée, se charge d'intérêts sociaux ou symboliques, lesquels deviennent irréversibles et sont des instruments "thermidoriens" ou contre-révolutionnaires. Il faut effectivement opérer cette distinction. Et de ce point de vue-là je suis d'accord avec ce qu'a dit Pierre [Cours-Salies]. Ce n'est pas simplement un problème de complot, le stalinisme n'est pas un complot (il peut y avoir des comploteurs, mais c'est le cas partout en politique). C'est un problème social. Dans les années 1923-24 jusqu'aux années 1930-31, il y a eu ce que Roger a appelé des possibilités de bifurcation. Et donc la présence à ce moment-là de batailles politiques a été décisive. Chez nous, dans notre tradition, on se demande même si Trotsky a vraiment joué tout son rôle à cette époque-là. Certains disent : « *Ah non, parce qu'il était en vacances, à telle ou telle période* », ce sont en partie des plaisanteries, mais il a mis du temps à oser faire ce qu'il aurait pu faire, parce qu'il s'est demandé s'il devait le faire, c'était son parti qui était en cause, en avait-il le droit ? Et pourtant, il y avait effectivement une bifurcation possible.

C'est là où je ne comprends pas très bien ce que dit Roger parce qu'on a l'impression - je me trompe peut-être - que tu analyses le stalinisme comme étant la prolongation de choses qui étaient déjà sous-jacentes. Qu'il y ait eu des erreurs dans le léninisme, c'est évident, on ne va pas revenir là-dessus. Mais à un moment donné il y a une rupture de continuité, à partir du moment où les choses ne sont pas vraiment combattues à temps, il se met en place un monstre social et étatique contre-révolutionnaire. Avec une tragédie historique, du siècle, et avec ses ramifications ultérieures, internationales, dans les différents partis. Il faut vraiment le dire, sinon on ne comprend rien au XX^e siècle ; et le dire aussi fortement, c'est-à-dire que ce n'est pas simplement une évolution avec des erreurs, c'est une contre-révolution.

Je connais tout ce que dit Roger par ailleurs sur le fait qu'en France il y a une tradition radicale, révolutionnaire qui naît en 1789, qui prend des modalités différentes suivant les époques, dont le Parti communiste a représenté incontestablement, après le mouvement syndicaliste révolutionnaire, une des modalités durables (cette tradition radicale, prolétarienne, ouvrière). Et cela continue toujours d'ailleurs, dans le Front de gauche, avant dans la LCR, dans les mouvements sociaux. Donc cette tragédie du XX^e siècle n'implique pas de dire qu'il y a le néant ensuite, notamment en France ou même ailleurs. ♦

Jean-Claude Mamet

Des questions stratégiques anciennes... et toujours d'actualité



Alain Montaufray

Ce débat sur les "angles morts du communisme" est important à plus d'un titre. Il trouve d'ailleurs une actualité immédiate ; il a sa place dans le processus de rapprochement engagé entre plusieurs forces du Front de gauche autour du bulletin *Trait d'union* (dont le dernier numéro a initié un dossier et un premier débat sur le communisme, auquel les Communistes unitaires ont largement contribué, avec d'autres), car ce débat est incontournable dans la refondation d'une perspective d'émancipation. C'est aussi un débat important pour le Front de gauche en tant que tel, puisqu'il pose toutes les questions soulevées par Roger Martelli (pouvoir, État, quelles stratégies de prise de pouvoir, ou de gouvernement de rupture). Dans la recherche d'une stratégie, on voit bien qu'un défi est lancé sur notre capacité à aborder ces débats en termes nouveaux. Entre la participation à un gouvernement social-libéral comme moindre mal, et l'opposition de gauche à la recherche d'une alternative, quelle issue peut-on proposer, vers des gouvernements qui engagent des mesures de rupture avec la logique capitaliste, en lien avec un mouvement social sans lequel rien ne peut s'imposer ? Et après, vers quel type de société ? On voit bien que ce débat-là fait référence aussi à du passé, même pour s'en débarrasser et le dépasser.

Dans le Front de gauche, et notamment dans le Parti communiste, le débat sur le "communisme", son bilan et ses perspectives, retrouve peut-être une possibilité nouvelle et intéressante. Peut-être avez-vous porté attention à deux livres édités cette année. Celui de Pierre Laurent, *Maintenant, prenez le pouvoir !*, dans lequel pour la première fois, un secrétaire du Parti communiste revient plus ouvertement sur le bilan du stalinisme en Union soviétique. Il ouvre une perspective en concluant qu'il devrait être possible désormais,

entre les communistes critiques, les courants qui se réclament du trotskysme, et ceux qui cherchent à rénover le communisme, d'en finir avec ces éclatements malgré "les cicatrices du passé" et d'engager un débat pour rediscuter de tout cela. C'est un peu nouveau quand même, cela n'a jamais été exprimé ainsi. L'autre livre, c'est celui de Léo Figuères, son dernier ouvrage, édité après sa disparition en 2011 aux éditions Le Temps des cerises, intitulé *De Trotsky aux Trotskysmes*. Dans le courant trotskyste d'où je viens, nous connaissions bien ses thèses développées dans les années 70 dans un premier opuscule, *Le Trotskysme, cet anti-léninisme*, une sorte de bréviaire, traduit en six langues, que l'on distribuait dans le Parti communiste pour expliquer pourquoi le trotskysme était quasiment l'allié de la contre-révolution. Figuères écrit donc qu'il s'est trompé en grande partie (pas sur tout bien sûr) et essaie de rétablir un jugement plus nuancé sur ce débat. Certes, ce livre est peu diffusé, mais il indique une réflexion en cours, parmi les dirigeants du PCF, comme l'indique aussi la préface écrite par Henri Malberg. Une réflexion en effet incontournable pour tous ceux qui se sont réclamés, d'une manière ou d'une autre, du "communisme", pour en identifier

Entre la participation à un gouvernement comme moindre mal et l'opposition, quelle est l'issue que l'on peut proposer pour des gouvernements de rupture, avec un mouvement social qui s'impose ?

les "angles morts", comme vous dites. Figuères dit beaucoup de choses justes sur la Révolution russe, sur la bureaucratie d'État, que c'était une caste, que c'est elle qui a finalement restauré le capitalisme, etc. Mais il y a quand même quelque chose qui ne passe pas : il reproche aux oppositions de gauche au stalinisme d'avoir soutenu les mouvements qui se sont développés en Pologne notamment et dans tous les pays de l'Est, parce qu'ils affaiblissaient l'Union soviétique ; et en l'affaiblissant, ils favorisaient ce qui s'est passé à la fin, c'est-à-dire la restauration du capitalisme et les conséquences catastrophiques pour les peuples. En gros, il fallait attendre une hypothétique auto-réforme de ces régimes calamiteux plutôt que de chercher à les remplacer par une démocratie ouvrière. Évidemment ce type de raisonnement "campiste",

(1) Voir sur www.comunistesunitaires.net la rubrique "Nouvelle force politique".

(2) *Le trotskysme, cet antiléninisme*, 1969, Éditions Sociales.

mettant dans le même camp anti-impérialiste le peuple et la caste qui l'opprimait, a laissé une empreinte sur beaucoup de militants.

Ce qui amène à aborder une question clé : pourquoi ces régimes se sont-ils terminés de cette façon, restaurant le capitalisme sans qu'aucune fraction de cette bureaucratie ne s'y oppose, sans mouvement de masse capable d'y résister ? C'est un véritable "angle mort" de la discussion, chez les communistes comme chez les

Entre la République de 93-94 et la République coloniale, la République de 94 qui a aboli l'esclavage et celle qui le restaure 10 ans après, peut-on dire qu'il y a continuité ou contradiction ?

trotskyistes, où pas grand monde n'a compris et expliqué pourquoi. On a souvent évoqué l'idée que ces régimes avaient une nature "contradictoire", à la fois pouvoir d'une bureaucratie et expression du maintien d'acquis sociaux. On a voulu expliquer la "bureaucratisation" de l'Union soviétique comme un phénomène identique à ce qui peut se passer dans des syndicats ou des partis dans le capitalisme. Tout cela n'est pas satisfaisant, restant dans une idée de continuité sans rupture qualitative entre la République qui surgit de la Révolution de 1917 et les régimes totalitaires qui lui ont succédé. La rupture a d'abord été le fait du contexte dans lequel s'est développé le nouveau régime : la guerre civile a détruit ses forces vives, qui plus est dans un pays où la classe ouvrière était minoritaire, et dans une situation de reflux de la vague révolutionnaire en Europe. Des régimes conservateurs et dictatoriaux ont pris la place de la jeune république, sans même parler des régimes nés après 1945 en Europe de l'Est. Je rejoins ce qu'a dit Pierre Cours-Salies en évoquant le parallèle avec le "Thermidor" de la Révolution française, qui indique le point d'arrêt de l'élan de la révolution et l'instauration de régimes réactionnaires. On retrouve d'ailleurs souvent dans la gauche "républicaine" l'idée d'une même continuité entre la Révolution française et Napoléon Bonaparte, l'idée qu'en partant à la conquête de l'Europe il porte avec lui la révolution alors qu'il en est la négation. Entre la République de 1793-94 et les Républiques colonialistes celles qui répriment le mouvement social, entre la République de 1794 qui abolit l'esclavage et celle qui le restaure 10 ans après, y-a-t-il continuité ou contradiction ? Il y a des courants en France qui continuent à porter l'idée que la République française, parce que née d'une révolution, est toujours intrinsèquement porteuse d'émancipation, en tant que telle, quels que soient son contenu, sa forme, ce qu'elle est devenue, etc. On retrouve une tendance du même type dans le mouvement communiste à penser qu'il n'y a pas eu de contre-révolution, de Thermidor, après la révolution russe, et que les régimes staliniens ont donc toujours transmis, malgré l'absence de liberté pour les ouvriers et le peuple, quelque chose de positif.

Et il faut aller jusqu'au fond de cette question. Quand le capitalisme a été restauré en URSS et dans les pays de l'Est (et en Chine), il n'y a pas eu de réaction de la classe ouvrière pour défendre les acquis sociaux qui étaient sensés être protégés car "inscrits" dans la "nature" du régime, il y a pas eu de mouvement pour défendre le plein emploi. Sans doute parce que ces acquis n'existaient pas en eux-mêmes, qu'ils n'étaient pas vécus comme tels ni portés par la conscience d'un mouvement social totalement muselé et accompagnés de la privation de toutes les libertés. Cela nous ramène au débat de la première séance de votre séminaire sur la notion de classe ouvrière en soi et pour soi, comment elle se fonde elle-même, a une conscience d'elle-même, par sa propre activité autonome. Hors du mouvement, de son propre mouvement, elle n'existait plus en tant que force active en Union Soviétique, après trois générations d'atomisation, trois générations sans possibilité de mouvement, d'expérimentation, de grève, de démocratie. Cela nous ramène à la question de l'appropriation sociale, qui ne peut pas exister sans démocratie, non seulement au nom de la morale et des libertés, mais pour qu'un système non-capitaliste puisse "fonctionner". En Union soviétique, ça ne marchait pas, ça ne pouvait pas marcher : on avait un système étatisé où il était impensable, par exemple, d'introduire l'informatique dans la production parce que des ordinateurs qui se connectent, des imprimantes, c'était donner un brin de démocratie, ce qui était insupportable au régime bureaucratique. Une économie étatisée ne peut pas marcher sans la démocratie pour fonctionner et organiser la production. Ce qui renvoie aux débats sur la redéfinition de notre projet de transformation sociale de la société ; Mais il est certain que c'est depuis bien avant 1989 et la chute du Mur, et même bien avant 1936, que ces régimes, qu'elles que soient les étiquettes qu'on leur accole pour les définir, étaient engagés dans quelque chose qui n'avait rien à voir avec la transition vers le socialisme et le communisme.

Chez nous aussi, dans le mouvement trotskiste, il y a eu ce débat-là, notamment sur la question de savoir si l'existence de l'Union soviétique avait stimulé les luttes des peuples et la résistance au capitalisme. Je suis plutôt d'accord avec ce que dit Bernard, les révolutions qui se sont faites ensuite (Cuba, Vietnam, Chine etc...) se sont faites en général dans le cadre de mouvements de libération nationale, et contre l'Union soviétique et sa caste conservatrice qui y voyait d'abord un danger. Alors, au lendemain de la chute du mur de Berlin, devait-on déboucher le champagne pour fêter la fin des dictatures, ou prendre un alka-seltzer pour encaisser la fin d'une expérience progressiste malgré tout ? Je pense toujours, quand même, que la fin des dictatures, c'est mieux ; elle permet de libérer à terme le mouvement social de la classe ouvrière, des citoyens de ces pays et des peuples eux-mêmes, ce qui redonnera une chance, une possibilité, de refonder un nouveau projet d'émancipation démocratique. ♦

Alain Montaufray

Angle mort du culte de la personnalité et enjeu d'une approche dialectique

Richard Lagache

Il me semble qu'il y a un bloc de questions que l'on aborde à travers l'idée de démocratie, c'est aussi les libertés, c'est aussi le mouvement, etc. C'est une question dont je ne sais pas s'il faut la mettre à plat, la faire exploser, mais en tous cas il faut l'aborder de différents points de vue. Ça me semble être une question essentielle parce qu'au bout, ce que tu viens de dire par exemple sur les acquis, c'est aussi une question que l'on peut rattacher à la question de la liberté, à la question du mouvement, à la question de la démocratie, etc.

J'ai un point d'attaque de cette question qui n'est pas venu jusqu'ici alors que, pendant tout un temps, cela a constitué l'unique critique du stalinisme par les anciens staliniens, c'est le culte de la personnalité. On n'en parle plus parce que l'on pense que cette question est dépassée. Elle est dépassée au niveau des critiques (c'est-à-dire qu'il y a des critiques beaucoup plus fortes que celle-là). Ceci dit, cela me semble être un angle d'attaque important parce que le culte de la personnalité a survécu à ces critiques. Ce qui se passait, par exemple, pour l'importance d'un homme comme Georges Marchais dans le Parti communiste français ou qui se passe aujourd'hui dans le Front de gauche ne relève peut-être pas du culte de la personnalité, mais de la même question posée à des mouvements sociaux. Et à des mouvements sociaux qui s'intitulent révolutionnaires, c'est-à-dire qui voudraient de ce point de vue avoir une attitude différente de celle qui présidait aux sociétés avant 1789.

Pourtant cette question du culte de la personnalité, cette question de l'individu nous ramène aussi - et là je voudrais la prendre d'un tout autre point de vue - à des questions qui opposent dans l'esprit et dans la réalité le capitalisme et le communisme. C'est la question de l'initiative individuelle. Le capitalisme se vit comme un mode de production laissant le champ libre à l'initiative individuelle. Ce n'est pas complètement faux, c'est même, à mon avis, vrai. La chute de l'URSS a donné lieu à la fois à la destruction de certaines structures et à la construction de nouvelles structures, mais elle ne s'est faite qu'à travers le développement, à travers toute l'ancienne URSS, d'initiatives individuelles : celles de s'accaparer des sociétés dénationalisées ou de s'accaparer des sociétés nationalisées, certains individus en ont écrasé d'autres, etc. Et il y a un processus dans ce cadre, qui a été aussi un processus contre-révolutionnaire pas seulement au niveau de

l'État, de l'ancien État soviétique, qui s'est transformé assez rapidement et assez facilement (autre preuve de ce que tu disais) en un État de type capitaliste autoritaire mais qui passe assez bien dans le concert des nations d'aujourd'hui. Avec cette particularité qu'il a conservé un chef redevenu inamovible maintenant par différents moyens "démocratiques", entre guillemets. Je veux dire que passer de la fonction de Premier Ministre à la fonction de Président, faire voter régulièrement des lois qui permettent d'augmenter le nombre de mandats présidentiels, c'est une chose que l'on connaît. Que l'on connaît moins en France que dans d'autres pays, mais on connaît. À quoi on a assisté récemment, y compris dans des pays qui ont été vantés dans la presse de gauche ou même communiste, en Amérique du Sud.

Donc - ça peut sembler marginal, mais je ne le pense pas - on a intérêt à se poser cette question de l'initiative individuelle, ne serait-ce aussi que parce qu'elle intervient dans le gouvernement des villes en France, qui

Un angle d'attaque des questions de démocratie est le culte de la personnalité. On pense que cette question est dépassée. Mais le culte de la personnalité a survécu à sa critique.

sont sous l'égide du suffrage universel, et on assiste en même temps depuis fort longtemps, à gauche comme à droite, à un système de népotisme. Les organisations de gauche, et l'organisation communiste en particulier puisqu'elle est très confrontée à cette question du municipalisme, ont laissé faire ce népotisme, sous l'égide du suffrage universel. De la même façon, aujourd'hui, le dirigeant du Parti communiste est le fils d'un dirigeant du Parti communiste. On s'imagine mal que cette question est exactement la même que celle de la direction de la Corée du Nord. Mais on ne se la pose même pas, personne ne se la pose. Et si on se la pose, on dit : « *Mais non, c'est par hasard.* » Et non, ce n'est pas par hasard, et ce n'est pas par hasard non plus que le père de ce dirigeant me disait dans un couloir du Comité central dans les années 70 : « *Est-ce que tu as déjà vu une bonne idée venir de la base ?* » C'est aussi la même question que celle du chef, du chef qui pense face à la masse. Et l'on voit bien que cette question-là est une question culturelle dans le communisme tel qu'il s'est instauré dans la IIIe Internationale.

La deuxième question est celle de la dialectique, ce sont les questions que posait Roger : rupture et

Qui est communiste ?



Patrick Vassalo

Je voulais juste revenir sur deux angles aveugles. Le premier (parce que, de plus, dans cette 3^e session du séminaire, c'est un point qui revient régulièrement), c'est la question de la porte. Qui franchit le seuil pour être dans le communisme ou pas ? Qui et qu'est-ce qui est dedans ou dehors, qu'est-ce qu'on nomme et ne nomme pas comme tel ? Cette question revient encore aujourd'hui. Les anars ne sont pas partis, drapeau noir de la III^e Internationale, ils ont été virés comme des malpropres, comme les maos ont été virés du mouvement communiste international dans les années 60. Je ne dis pas ça pour préciser des points d'histoire, mais parce que cette question existe aujourd'hui aussi dans le Front de gauche et existe aussi dans la réflexion communisme. Pas plus qu'il n'y a de personnalité culte, je pense qu'il n'y a pas non plus d'autorité capable d'indiquer qui est communiste et qui ne l'est pas, qui a le droit d'en parler - autre chose est la posture de laquelle on parle. Mais il y a quelque chose d'important à ce que l'on puisse, si possible une bonne fois pour toutes, régler cette question, qui n'est peut-être pas si différente de celle du communisme comme un État idéal ou comme une utopie concrète en construction (et donc pas seulement de la perspective mais déjà du vivant).

Le deuxième angle aveugle (c'est dans la suite), c'est que cette question de la légitimité (de celui qui peut nommer ou pas ce qui est communiste, ou qui a le droit d'en parler, ou de quelle façon il a le droit d'en parler) n'est pas tout à fait une question déconnectée d'un point qui a été abordé à plusieurs reprises : quelle confiance a-t-on dans le peuple ? Une des tares - je ne sais pas si elle est congénitale ou pas - de la pratique communiste depuis plus d'un siècle, c'est le manque de confiance dans le peuple. Et je rêve d'une pratique et d'une théorie politiques qui ne disent pas seulement "Place au peuple" mais qui concrètement fasse place au peuple et place du peuple. C'est une tare qui est assez largement partagée par l'ensemble des courants

communistes ; je suis issu du courant maoïste et je l'assume parfaitement, mais on a tous partagé cette tare-là, quel que soit le discours qu'on avait, y compris les plus spontanéistes d'entre nous. Et je trouve que le débat est très actuel, parce qu'il est le débat de l'autogestion, il est le débat de

Pas plus qu'il n'y a de personnalité culte, il n'y a pas non plus d'autorité capable d'indiquer qui est communiste et qui ne l'est pas, qui a le droit d'en parler...

l'auto-organisation, et, pour ceux qui ont des pratiques municipales notamment, de l'achèvement d'un cycle sur ce qu'on a appelé la démocratie participative. Je ne sais pas ce que donnera le prochain forum social le mois prochain au Brésil là-dessus, mais en tout cas il y a une vraie question qui est posée, d'autant plus fortement que le délitement du politique, des organisations politiques et des partis, atteint aujourd'hui un poids relativement considérable (un peu plus en Italie encore qu'en France, mais on n'est pas à l'abri de quelques coups de semonce assez terribles dans une petite année). Et puis cela renvoie aussi à des choses que certains appelleraient "socialisme par le bas", mais c'est aussi comment on construit de la politique et du mouvement politique.

Et puis, dernière chose qui me semble être un peu de la même veine, c'est la question de la production des richesses. Dire que le communisme, c'est le partage équitable des richesses, fort bien, c'est justice, c'est chrétien. Mais cela ne pose pas le problème de la façon dont sont produites ces richesses. Et donc cela ne remet pas en cause la question de la production, et donc des rapports de production, et donc du rapport social, et donc de la construction sociale. Et là on voit bien pourquoi nous avons un tout petit bégaînement sur comment on fait de la politique dans le mouvement social, quelle est la dynamique. Si le mouvement n'est pas tout (je crois que c'est Jean-Claude [Mamet] qui disait cela), le prolétariat, la classe de référence elle non plus n'est pas hors-sol, elle est aussi dans le réel avec ses éléments de dynamique et ses besoins. Et tout bon sociologue dirait qu'il n'y a aucune réalité sociale qui, dans le mouvement, ne crée pas à la fois ses institutions, ses normes, etc. Pour reprendre juste ce que Richard vient de dire, je pense qu'il y a plus de communisme aujourd'hui dans la Sécurité sociale et dans la protection sociale telle qu'elle est en Europe occidentale que dans la société et dans le communisme tel qu'il est aujourd'hui lui-même. ◆

Travailler ensemble la théorie et la pratique



René Moustard

I l n'y a pas de leçon d'histoire qui en elle-même suffirait pour nous permettre de comprendre et de travailler dans la réalité d'aujourd'hui. Même si c'est très important de comprendre le passé. Cela veut dire que, pour moi, ce qui est indispensable, c'est de travailler la réalité d'aujourd'hui en priorité. Et, peut-être à cause de l'âge, à bientôt 80 ans je souhaiterais pouvoir me placer parmi les jeunes communistes, parmi les communistes d'aujourd'hui, les communistes qui sont en relation avec le thème du séminaire : faire vivre le communisme du XXI^e siècle. Alors de ce point de vue-là, j'ai retenu des introductions deux idées importantes à propos des points aveugles.

La première, c'est l'idée à propos de l'État, évoquée par Roger, de la contradiction entre d'un côté la théorie du dépérissement, fondamentale dans la pensée communiste, et d'un autre côté la pratique de l'étatisme, reconduite et développée à tous les niveaux, pas seulement de la société en général mais un peu partout où le communisme est.

Et la deuxième idée (énoncée par Catherine), que je trouve complémentaire, c'est à propos de l'écart entre le projet communiste (avec tout ce qu'on y rattache, et là aussi je dirais pas seulement à l'échelle de la société, mais à l'échelle d'une municipalité, du parti), les aspirations à l'émancipation humaine, le projet communiste pour l'émancipation humaine, et la réalité du communisme du XX^e siècle qui a été un obstacle au développement de l'émancipation humaine à un moment de l'histoire de l'humanité.

En étant un peu raide et schématique, cela me paraît être des questions qui, du point de vue du rapport

théorie-pratique (qui constitue un élément clef du travail communiste), et du point de vue du rapport dans la politique entre l'élaboration des projets et la mise en œuvre des projets, nous interpellent vraiment. Et si elles relèvent des points aveugles (que l'on n'arrive pas à voir, qui nous empêchent de voir), à partir du moment où on les voit, eh bien, effectivement, ce serait intéressant de pas en rester là mais aussi d'en tirer des conséquences.

Un point aveugle concerne la contradiction entre d'un côté la théorie du dépérissement, fondamentale dans la pensée communiste, et d'un autre côté la pratique de l'étatisme.

Première conséquence pour moi, c'est que dans le rapport théorie-pratique pour les communistes dont je fais partie, de mon point de vue, c'est la pratique qui est le pôle essentiel. Et si l'on ne commence pas à travailler pour analyser concrètement les contradictions de la vie réelle et de la pratique communiste dans la société, toute notre théorie ne pourra jamais traduire ce que nous voulons faire. Et il y aura toujours forcément cet écart et ce décalage.

Et du point de vue de la contradiction qu'il y a entre le "projet" et la "mise en œuvre" du projet si on ne lève pas le point aveugle qui est celui de ne pas se confronter assez à l'idée que d'un côté il faut changer la forme parti (la renouveler, changer notre mode de pensée sur les questions de fonctionnement, d'organisation, etc.) et d'un autre côté le fait que dans la pratique, comme pour l'étatisme, on continue à reproduire, en améliorant certes de temps en temps, mais en améliorant les formes qui ont produit, dès l'origine, l'incapacité du système parti politique à pouvoir réellement devenir le "moteur" de la transformation au-delà de transformer dans des réformes importantes ou dans des moments importants les choses, eh bien, on n'y arrivera pas.

À mon avis ce sont des questions clefs qu'il faut que l'on arrive à mettre au centre des prochains séminaires dans la mesure où le séminaire est le lieu de détection pour moi de ces questions importantes. Pour faire que dans l'organisation après, dans le travail des communistes, on ne passe pas d'un séminaire à l'autre en faisant l'impasse de la logique qui est que la place du séminaire est effectivement de travailler théorie et pratique pour que la pratique ensuite, évidemment, redevienne centrale. ♦

Un exemple d'angle aveugle : le système colonial dans le film *La vie est à nous*



Gilles Alfonsi

Je voulais d'abord revenir sur un élément de la présentation de Catherine Samary. Lorsque Catherine nous parlait de la bureaucratisation du mouvement ouvrier, de la professionnalisation de la vie politique, j'avais noté sur mon cahier "démocratie" avec un point d'interrogation ; et puis elle est passée à la question de la démocratie. Je me suis dit que je ne vois pas là deux angles morts (ou deux angles aveugles) distincts. La question de la bureaucratie et la question de la démocratie sont complètement liées à travers des éléments qui ont été abordés dans les deux introductions, et que l'on est nombreux à aborder : la critique d'une conception de la vie politique, de la notion d'avant-garde, de celle de parti-guide. Je ne vois pas deux angles morts distincts ou séparés.

La deuxième chose est venue dans la dernière phase du débat, où l'on a commencé à entendre le mot liberté. Je note qu'il est venu tard encore une fois, comme le mot émancipation était venu tard à la session du 30 mars, où on avait par contre beaucoup parlé d'aliénation et d'exploitation. Ce retard que nous avons chaque fois m'interroge. La question de la liberté et de l'émancipation ne constitue-t-elle pas un angle aveugle du communisme politique ?

Mais tel n'était pas le sujet principal de mon intervention. Dans la série des références cinématographiques, pour préparer cette séance, j'avais regardé le film *La vie est à nous*, qui est un film de commande de 1936 (le PCF commande à Jean Renoir un film de promotion du Parti communiste). Mon idée était de chercher dans ce film que j'aime beaucoup des angles morts éventuels.

Le film commence par un instituteur qui présente la France à sa classe. Il parle des plaines et des montagnes, de la fertilité, de l'industrie, d'un pays riche, un des plus beaux du monde, de ses richesses, de son sol, du froment, du blé, du vin, des pommes. Il parle du cidre, des forêts, du tabac, du chanvre... Il fait toute une description, belle et émouvante, sur fond d'images du pays. Il en arrive à l'aspect culturel, celui des trésors, des cathédrales et des châteaux, du joyau qu'est le château de Versailles, de la Ville Lumière, du musée

Les questions de la bureaucratie et de la démocratie sont complètement liées (avant-garde éclairée, parti-guide). Il n'y pas 2 angles aveugles séparés.

du Louvre. Il souligne le rayonnement artistique mondial du pays. Et la description finit par le luxe ; l'instituteur fait de l'humour à propos du goût des femmes pour les belles choses. Enfin, les élèves apparaissent, en guenilles misérables, et l'instituteur dit : « *Mais vous, vous n'avez pas eu l'occasion de vous en apercevoir, de toute cette richesse, de tout cette beauté.* » La suite du film, ce sont des communistes qui luttent pour aider un homme qui a faim, ce sont des habitants qui se mobilisent contre une expulsion... accompagnant des extraits de discours de dirigeants.

Ce qui saute aux yeux, si l'on regarde le film avec le souci d'en chercher les angles morts, c'est que dans la magnifique description de l'instituteur, dont la parole est pour le PCF de l'époque une forme de parole sacrée de la petite noblesse d'État, il n'y a pas un mot sur la dimension coloniale, alors que nous sommes à l'apogée du système colonial français. ♦

L'angle mort de la question coloniale



Catherine Destom-Bottin

Je suis bien contente d'intervenir après Gilles parce que c'est justement de cet angle mort-là dont je veux parler. Laurent aussi a signalé que cette question mérite d'être abordée. Pourquoi ? L'angle mort (ou l'angle borgne, l'aveugle, je n'en sais rien) est un angle qui ne donne pas ce qu'il pourrait donner. Il pourrait donner parce que il me semble être hors question du stalinisme, ce qui fait que nous pouvons le regarder un peu (pas entièrement bien sûr) dégagé de ce poids-là. Je voudrais donner un exemple que mon père m'a raconté : 1947, grève des cheminots en France et grève des coupeurs de canne en Guadeloupe. Mon père est à Paris, un peu le correspondant de la fédération du Parti communiste de Guadeloupe. Gerty Archimède et Rosan Girard sont les dirigeants de cette fédération, et ils sont convoqués par Maurice Thorez (mon père les guide, il ne fait pas le chauffeur parce qu'il n'a pas de voiture, mais il les guide dans le métro). Ils sont convoqués parce que, tout occupés à la grève des coupeurs de canne, ils n'envoient pas d'argent pour les grévistes cheminots. Et ils se font incendier par Maurice Thorez pour deux raisons. Pour la question de l'argent, mais aussi parce que Gerty Archimède est avocate, et Rosan Girard est médecin, et que s'ils étaient des prolétaires, ils auraient compris le sens de cette lutte et ils auraient fait cesser la grève des "banania" qui dérange.

Deuxième anecdote, 20 ans plus tard : j'interviewe le récemment ex-directeur des *Cahiers du communisme* (dont j'ai oublié le nom) parce que je travaille sur les relations que le Parti communiste français dans sa presse entretient avec la Révolution cubaine, et je me suis aperçue que parce que le Parti communiste cubain de l'époque n'est pas engagé dans le processus révolutionnaire, ou du bout des dents, il est extrêmement

maltraité dans la presse communiste française. Et donc je lui demande de me parler de cette question. Et il me fait une réponse fabuleuse, dont je ne suis toujours pas remise. Il me dit : « *Tu comprends, Fidel Castro, c'était un homme des tropiques, on ne pouvait pas lui faire confiance.* » Je vous jure sur ma propre tête que c'est vrai.

Il y a quelque chose qui appartient en propre au communisme français dans la relation qu'il entretient avec la question coloniale.

Cela me paraît extrêmement intéressant parce que Staline n'y est pour rien, Khrouchtchev et la suite n'y sont pour rien, il y a quelque chose qui appartient en propre au communisme français dans la relation qu'il entretient avec la question coloniale. D'autant que cela contredit les batailles que le Parti communiste a réellement menées sur cette question et donc je trouve que travailler cette contradiction et son histoire jusqu'à la relation que les communistes entretiennent aujourd'hui avec la question du voile me semble un angle mort à réveiller. ♦

Le processus de rupture doit être pratique, pas seulement théorique

Roger Martelli

Je commencerai avec la remarque inaugurale de Pierre Cours-Salies sur le fait que nous avons laissé dans l'ombre le poids de la Première Guerre mondiale et de ce "Thermidor" russe qu'aurait été l'imposition du stalinisme sur la révolution de 1917. Je commence par plaider coupable. Ce n'est pas que j'ignore les effets du traumatisme inaugural de 1914 et ceux de cette rupture dramatique, entre 1924 et 1929, qui va faire que le communisme du XX^e siècle sera dominé par le stalinisme. Je ne les ignore pas et je publie souvent par ailleurs sur le sujet. Mais j'ai estimé aujourd'hui que notre réflexion historique commune n'avait pas à rejouer, inlassablement, le vieux débat qui traverse les courants communistes sur la nature de ce qui s'est produit en Union soviétique. J'ajoute mon impression que, pour réfléchir à notre histoire, il faut prendre du champ : il existe un certain nombre de kystes mentaux qui sont déjà dans le XIX^e siècle et dont on doit prendre la mesure si l'on veut comprendre ce qui s'est passé, y compris au XX^e siècle. Et parmi eux se trouve cette incapacité à penser la contradiction, les processus, à se doter d'une théorie qui soit vraiment concrète, qui ne se détache pas du mouvement réel.

Je vais revenir sur quelques points seulement. La question de la révolution russe, que je n'ai pas traitée, est une affaire très compliquée. Je dirai simplement que je m'accorde avec Catherine Samary sur l'idée que la notion de "contre-révolution" ne convient pas. J'ajoute que celle de "Thermidor" ne me va pas non plus. Dans la Révolution française, dès le départ, il y a une contradiction avec un pôle dominant et un pôle dominé. D'un côté, la lecture "bourgeoise" de la révolution (l'égalité juridique) et de l'autre la lecture "populaire" (l'égalité des conditions). La lecture bourgeoise est dominante depuis le départ, sauf qu'entre 93 et 94 il y a un temps d'hésitation : est-ce que la pente populaire ne va pas l'emporter ? Thermidor, c'est tout simplement le retour à la case départ, une manière violente de rappeler que la révolution est la chose de la bourgeoisie. Or, dans le cas de la Russie, il ne s'agit pas de cela. Et c'est là qu'intervient ce que j'appelle la contradiction. Il se produit une rupture : Staline, ce n'est pas Lénine, ce n'est pas la continuité de Lénine (et, a fortiori, ce n'est pas celle de Marx). C'est donc un monstre, mais c'est un enfant monstrueux de la révolution et non un enfant monstrueux de la contre-révolution. Dans la Russie de l'époque, il n'y a pas deux conceptions de classe différentes de l'avenir de la Russie. Il se trouve que l'expérience de 1917-1921, de la guerre civile, de la guerre

extérieure, fait que le stalinisme est à la fois une rupture avec la période léninienne et en apparence une simple exacerbation de quelque chose qui s'est constitué entre 1917 et 1921. Une exacerbation qui va aller si loin qu'elle va déboucher sur le contraire même du mouvement initial et de la valeur libératrice fondatrice du communisme. Cette exacerbation démesurée n'était pas une fatalité (en histoire, il y a toujours à la fois des tendances et des contre-tendances.) Après 1924, la pente du stalinisme l'emporte parce que le mouvement qui la contredit est battu. Et le plus important est le véritable mystère : pourquoi la contre-tendance ne s'est-elle pas imposée ? Si le pire est advenu, ce n'est pas d'abord parce que Staline était efficacement méchant, mais parce qu'il y avait une fragilité dans le dispositif bolchevique d'ensemble qui, au bout du compte, a précipité l'échec des antistaliniens.

Il existe des kystes mentaux qui sont déjà dans le XIX^e siècle (...) Parmi eux se trouve l'incapacité à penser la contradiction, les processus...

Parmi ces fragilités, il y a la question de l'étatisme. L'antiétatisme est constitutif du marxisme : le marxisme fondateur est à la fois un anticapitalisme et un antiétatisme. Or, dans la pratique, un des deux termes disparaît. Le Lénine de l'État et la Révolution est tout aussi antiétatiste que le Marx qui critique Lassalle et sa fascination de l'État prussien. Pourtant, lorsque Lénine arrive au pouvoir, son modèle pratique est celui de la Prusse de Frédéric II. Théoriquement, il est antiétatiste ; pratiquement, il colle au modèle prussien. Pourquoi ? Parce que dès avant 1921 le soviétisme est déjà mort. Le rêve d'une révolution non étatiste, autogestionnaire a buté sur la rude réalité de 1918-1920. Si le Lénine penseur de l'antiétatisme fait du sur-étatisme pratique, c'est que l'antiétatisme théorique ne lui sert à rien. C'est là que gît le problème majeur. Si l'hyper-étatisme stalinien l'a emporté sur tous les garde-fous possibles, c'est parce que la période pré-révolutionnaire n'a pas pensé concrètement un projet de dépassement de l'existant. Elle s'est contentée de la juxtaposition théorique d'un discours sur l'antiétatisme d'un côté, de la nécessité de la dictature du prolétariat de l'autre côté. La pratique a alors vite eu raison de la théorie : le réalisme et la cohérence sont apparus du côté de Staline, pas de ses adversaires. Les révolutionnaires russes de l'après 1917, ont eu l'impression qu'il leur suffisait d'avoir fait la différence avec les réformistes, tout comme les socialistes

de la fin du XIX^e siècle pensaient qu'il leur suffisait de rompre avec le volontarisme blanquiste.

Il ne s'agit donc pas de dissenter en général sur l'histoire, même si c'est passionnant. Si l'on veut travailler en prospective, il faut suivre deux fils conducteurs en même temps.

Tout d'abord, si l'on est confronté à des contradictions, l'essentiel est de les maîtriser dans leur globalité, et donc de penser en termes de projet. Comme Pierre Zarka, je pense que le parti pris de l'égalité suppose que l'on ne s'en tienne pas aux questions du partage de la richesse, mais que l'on agisse sur l'organisation du travail, sur les finalités de la production, sur les institutions.

D'autre part, si l'on veut assumer un processus de révolution, il convient de le faire dans sa totalité. C'est-à-dire que l'on assume en même temps ce qui, dans le processus, est en rupture avec l'ordre ancien (les germes du nouveau) et le fait qu'il y a à la fois de l'ancien et du nouveau. Le but n'est donc pas la disparition immédiate de l'ancien, mais l'effort pour que le nouveau dominé devienne à son tour dominant. Si l'on n'anticipe pas cette exigence complexe, on finit par aller dans le mur, en reproduisant les erreurs de l'après 1917. Qu'a-t-on fait alors ? On a commencé par le communisme de guerre et on décide la disparition pure et simple du marché, parce qu'il fallait bien rompre avec son laisser-faire. Puis, comme on se rend compte qu'on va à la catastrophe, on décide de réinjecter provisoirement du marché (le choix de la NEP). Puis, en 1926-1927, on s'aperçoit que les inégalités repartent et Staline en déduit qu'il faut à nouveau serrer la vis,

faire de la redistribution contrainte, de l'organisation par en haut, de la collectivisation.

Pourquoi Staline a-t-il gagné ? Avant tout parce que, faute d'anticipation complexe du processus transformateur, sa volonté brutale est apparue comme la seule réaliste. La révolution permanente s'était enlisée, la révolution mondiale n'avait pas eu lieu. Qu'est-ce qui était donc apparemment le plus réaliste ? De consolider ce qui s'était amorcé en Russie, de s'attacher faute de mieux à construire le socialisme dans un seul pays. Or pas de socialisme en Russie sans État fort, sans puissance matérielle et donc sans industrie. Et pas d'industrialisation rapide sans faire payer la paysannerie au prix fort. Et le prix fort, c'est la main de fer de l'État... Staline apparaît comme l'homme du bon sens et nul, parmi ses rivaux, n'a paru capable de concilier mieux que lui l'ambition du projet et le réalisme de sa mise en œuvre.

S'il est une leçon à retenir, pour moi elle est : les forces critiques doivent tout assumer dans un processus de dépassement, à la fois ce qu'il a d'expérimentation novatrice et ce qu'il y a d'inflexion plus ou moins grande de l'existant, à la fois ce qu'il y a d'innovation et ce qu'il y a de réforme au sens classique du terme. Faute de quoi le mouvement est condamné au balancement, à terme meurtrier, entre un théoricisme de la rupture et un pragmatisme de l'existant. Balancement meurtrier, car l'histoire a aussi montré que, dans ce balancement, c'est toujours le pragmatisme sans rivage qui finit par l'emporter. ♦

Roger Martelli

Reprendre l'histoire et actualiser

Catherine Samary

Il est impossible et impensable de pouvoir épuiser ou même traiter de façon un peu satisfaisante l'ensemble des débats qui sont sous-jacents ou exprimés comme des pistes ici. Et, en particulier, je pense qu'il serait intéressant de reprendre des grandes évolutions, une histoire longue, du capitalisme du XIX^e à aujourd'hui, avec ses grandes phases - mais aussi l'évolution du mouvement ouvrier et des conceptions stratégiques nées de ces phases dans/contre le système-monde capitaliste. On n'a pas du tout parlé ici notamment de l'articulation du national à l'international dans un projet de lutte anti-capitaliste et communiste : comment cet enjeu a divisé les marxistes russes (mencheviques et bolcheviques) puis la II^e Internationale, et quelle est l'actualisation nécessaire de ces débats, après la phase néo-libérale et la chute de l'URSS,

les enjeux européens nouveaux, etc. Il y a beaucoup d'éléments qu'il faudrait reprendre et développer.

Je veux retenir juste quelques points.

Premièrement, il y a un élément évidemment charnière dans le débat autour du *stalinisme*, d'une part, et d'autre part des questions du *socialisme en-deçà du stalinisme*. J'ai récemment fait une intervention dans des journées d'études de la Gauche anticapitaliste où j'insistais sur l'idée que « *l'arbre du stalinisme ne doit pas cacher la forêt des enjeux du socialisme* » (1). J'y tiens. Mais je pense qu'il est très important, réciproquement, que l'on ne passe pas à côté de l'arbre.

(1) En ligne sur le site ESSF "De la critique du productivisme à la planification autogestionnaire" dans le cadre des Journées d'études sur l'éco-socialisme : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article29445>.

C'est-à-dire qu'il y a véritablement un enjeu historique (le stalinisme) à interpréter, qui a eu des conséquences profondes dans la pensée, dans la pratique, dans les relations internationales - à l'intérieur de l'Internationale stalinisée, dans les conceptions stratégiques des différents PC, notamment du PCF, dans les différentes régions du système-monde capitaliste, ou là où les PC étaient au pouvoir en Chine, au Vietnam, en Yougoslavie, ou avec un autre scénario, à Cuba.

C'est notamment le contexte d'isolement de la première révolution, celle d'Octobre 1917 - avec l'échec de la révolution allemande -, le caractère largement arriéré de la Russie et la nécessité d'une industrialisation qui rompt avec les dépendances de financement extérieur qui ont marqué l'ampleur de la cristallisation totalitaire de l'appareil stalinien. On ne se protège pas des ennemis (réels) extérieurs et on ne s'industrialise pas de façon rapide, sans un appareil, sans une planification nécessitant un certain centralisme d'État.

Chaque courant qui ne renonce pas à un horizon communiste doit reprendre son histoire et ses échecs. Cela importe aussi dans la délimitation stratégique de la "gauche radicale" en Europe.

La Seconde Guerre mondiale a donné une forme de légitimation rétrospective que Staline a exploitée pour la priorité à l'industrie lourde et à l'industrie d'armement, à la fabrication d'un appareil répressif et d'une armée. Les révolutions chinoise ou yougoslave ont, elles aussi, été confrontées à une lutte armée et aux exigences de l'industrialisation dans des pays qui étaient majoritairement paysans - ce qui implique une redistribution, donc une planification, donc un appareil. À ce tronçonnage commun s'ajoute l'attrait du pouvoir, les privilèges du pouvoir et l'absence d'expérience. Mais il faut aussi traiter des facteurs subjectifs, des choix individuels, des orientations prises en restituant la réalité des conflits explicites, des répressions, donc des bifurcations historiques, non fatales.

Ernest Mandel disait toujours que l'on n'avait pas assez de recul pour savoir ce qui, dans les premières révolutions et expériences se réclamant du socialisme, était général et ce qui relevait seulement de certaines périodes et contextes historiques : ceux de révolutions sans recul expérimental, et dans les conditions les plus difficiles, c'est-à-dire dans des pays de la semi-périphérie capitaliste, et non pas au cœur des pays capitalistes ; l'absence de relais dans les pays développés (les bolcheviques comptaient sur l'Allemagne) a été décisive. Et c'est un autre débat essentiel : pourquoi n'y a-t-il pas eu ces relais, en Italie, en Espagne, en France - avec, pourtant, de puissants mouvements sociaux et politiques anti-fascistes et anti-capitalistes ?

Concrètement, pour le PCF, se dire "révolutionnaire"

("communiste") était organiquement lié au soutien de l'URSS comme "patrie du socialisme" - interprété comme soumission aux orientations prônées par le Kremlin. Il faudrait reprendre quelles conséquences pratiques cela a eu dans la façon de concevoir les luttes en France - notamment dans des contextes d'affaiblissement des pouvoirs impérialistes et de montée des luttes sociales comme après la Seconde Guerre mondiale, ou plus tard dans les années 1960-70 de montée de guerres de décolonisation, de radicalisation de la jeunesse et de mouvements anti-guerre et anti-impérialistes - et de tensions croissantes sur le partage de la valeur ajoutée conduisant à une crise capitaliste structurelle dans les années 1970. Ce sont des années "internationales", de bifurcations possibles dans l'ordre mondial bipolaire en crise, avec un "socialisme à visage humain" qui s'était aussi exprimé à l'Est...

Autre contexte, et renouveau des enjeux stratégiques : quelles sont les causes, mais aussi quel est l'effet de la disparition de l'URSS dans le contexte de la nouvelle offensive néo-libérale en réponse à la crise de l'ordre mondial et du profit, des années 1970 ? Chaque courant qui ne renonce pas à un horizon communiste et à se battre dans l'actualité de la crise pour ses finalités, doit reprendre son histoire et ses échecs - et les leçons tirées du stalinisme. Cela importe aussi dans la délimitation stratégique de la "gauche radicale" en Europe, des alliances, des fronts, dans le contexte de crise profonde du système capitaliste. Même si l'anti-stalinisme ne donne pas davantage de garanties démocratiques et de réponses faciles aux enjeux stratégiques.

D'autant qu'il y a aussi tout ce qui va au-delà de l'expérience du stalinisme, notamment les questions qui ne sont pas réductibles à la lutte de classe au sens strict. Toutes les questions pour lesquelles on ne peut se contenter de dire "l'ennemi, c'est le capitalisme et une fois qu'on l'aura renversé, on aura tout résolu" - elles traversent le mouvement ouvrier. Ce sont notamment les questions de genre, de race, de rapports entre luttes d'émancipation et religions. Ces questions se posent avant la prise du pouvoir et se prolongent en se transformant après. Et s'il y a eu chez les marxistes un apport (il n'y a pas que des angles aveugles, et la richesse des apports est considérable), il y a aussi des divisions majeures passées et présentes dans la façon d'aborder la religion, les questions nationales, les questions du féminisme, de la sexualité. Même parmi les trotskystes, les analyses et orientations dominantes de la QI et largement partagées dans l'ex-LCR ont été taxées par d'autres courants trotskystes de "petits-bourgeois" : nous abandonnions la lutte de classe au sens strict parce que nous incorporions dans notre pensée politique les questions du féminisme, du sexe, de l'écologie - l'analyse et le rejet de l'islamophobie, ou encore la question de la laïcité ont été encore un autre facteur de division non réductible aux luttes de classe, importants pour l'avenir et la société que l'on veut construire.

Donc, même s'il n'est pas juste de parler (notamment depuis les années 1970-80) de points complètement aveugles, il y a des "retards" (par rapport aux offensives adverses, mais aussi dans l'intégration des oppressions et discriminations multiples qu'il faut combattre, en intégrant les apports des mouvements autonomes). Cela signifie aussi beaucoup de désaccords : cela n'est pas anormal, ni nécessairement infructueux car cela pousse à approfondir les arguments et réponses.

Avec l'ampleur de la crise de système et des crises du politique (des partis), dans le contexte de nouvelles radicalisations, beaucoup de débats voire d'acquis passés sont à reprendre et actualiser.

Avec l'ampleur de la crise de système et des crises du politique (des partis), dans le contexte de nouvelles radicalisations, beaucoup de débats voire d'acquis passés sont à reprendre et actualiser.

Notamment, la question de l'articulation de l'individu et du collectif. Et par rapport à cela les débats nécessaires avec les courants anars (dans l'ex-LCR, nous avons commencé notamment dans *Critique communiste* la publication des contributions produites lors de premières rencontres avec les courants anars. Il faut reprendre les discussions de façon inclusive). Mais je voudrais souligner quelques points :

- Premièrement, il y a un héritage négatif de déformations de la présentation de Marx sur cette question de l'émancipation individuelle, par rapport aux luttes collectives et de classe. Les marxistes yougoslaves du courant et de la revue *Praxis* avaient critiqué une certaine interprétation du projet communiste, à leurs yeux contradictoire avec l'optique du *Manifeste Communiste* : ils critiquaient l'imposition d'un centralisme et d'une discipline collective du parti, brimant la libre critique individuelle et présentée comme incarnant un point de vue de classe avec un glissement sur les questions de la démocratie dans le parti et la société - tendant vers le centralisme sans démocratie et sans libertés individuelles. Ils dénonçaient là une inversion et hiérarchie qui n'étaient pas dans le *Manifeste* affirmant que « *l'émancipation de chacun* » (nous dirions "de chacune" aussi) sera « *la condition de l'émancipation de tous* » (toutes). C'est souligner une articulation où la responsabilité et l'autonomie individuelles sont essentielles aux luttes contre l'exploitation et les oppressions collectives. On peut estimer nécessaire une articulation dans les deux sens (libertés critiques individuelles pour consolider les luttes collectives ; et engagement collectif pour élargir les horizons de pensée individuelle, contre l'individualisme). Mais il est important de dire qu'on n'est pas moins fidèle et moins loyal à son parti, aux associations où l'on milite, aux luttes que l'on partage, en assumant sa propre pensée politique critique sans accepter une

"norme" identitaire collective décidée en fait toujours par quelqu'un-e-s. L'autonomie individuelle, le libre choix individuel est essentiel et n'est pas (nécessairement) individualiste (égoïste, et non solidaire). Ce qui est renforcé par un deuxième aspect.

- Chaque individu est doté de multiples facettes - parfois conflictuelles entre elles (entre travailleur et consommateur, ou encore enjeux de genre, de race, de culture, d'âge, de sexualité, etc.) -, qui traversent le mouvement ouvrier, les associations, les luttes. Selon les moments, des hiérarchies (des priorités) peuvent émerger ; et on peut être conduit à résister à une oppression spécifique (par exemple celle des femmes) au sein d'un parti, d'un syndicat, d'une lutte de classe. Est-ce être "diviseur" d'introduire un point de vue discordant, négligé ? Ou est-ce la

condition d'un élargissement des horizons, d'une implication plus massive des femmes, d'une plus grande force collective ? L'occultation d'une oppression particulière au nom d'une hiérarchie permanente et d'un front (de classe par exemple) qu'il ne faudrait pas "diviser" est rapidement vouée à des impasses et injustices. L'autonomie et la diversité des associations (comme des droits de tendances ou du pluralisme politique) permet de faire face à des tensions en explicitant les causes, sans les nier ; cela n'est pas renoncer aux creusets "mixtes" de luttes et aux convergences de mouvements et d'associations distinctes : mais il ne faut pas croire à un "universel" abstrait qui ferait fi de rapports de domination et d'oppression en les occultant, ou en renvoyant à "des lendemains qui chantent" leur remise en cause. La cause de tous les rapports d'oppression, souvent croisés, est un enjeu - jamais parfaitement atteint - du combat d'émancipation communiste. ◆

Catherine Samary

Initié par l'Association des communistes unitaires, le séminaire Communisme a pour objet d'être un espace de travail et de débat entre des femmes et des hommes désireux de penser et de faire vivre le communisme du XX^e siècle, et un lieu ouvert à ceux qui souhaitent dialoguer avec eux.

Le séminaire a pris son envol le 2 février 2013 autour de la question : *"Quel cahier des charges pour un séminaire sur le communisme ?"*

Il s'est poursuivi le 30 mars et le 1^{er} juin autour de ces thèmes :

- ◆ *"Qu'est-ce que l'aliénation ? Comment s'émanciper ?"*
- ◆ *"Où est le pouvoir ? Que faire de l'État ?"*
- ◆ *"Angles morts et leçons du communisme"*,
- ◆ *"Combat anthropologique"*.

Les séances programmées les 12 octobre et 30 novembre permettront d'aborder de nouveaux thèmes et d'en approfondir d'autres (voir ci-dessous).

D'autres sujets sont identifiés :

- ◆ *"Déjà-là du communisme, dépassement, révolution, utopie"*, incluant le débat *"socialisme ou communisme ?"*
- ◆ *"Individu, sujet, collectif, rapports sociaux ?"*,
- ◆ *"Désir d'agir ? Avec qui et comment ?"*

Parmi les sujets à approfondir, citons : *Qui sont les révolutionnaires d'aujourd'hui ? Quelle appropriation sociale et comment ? La question nationale et raciale. Les nouveaux champs à investir par le communisme (Communisme 2.0, consommation...) Que faire des pensées de Foucault, Bourdieu, Guattari ? etc.*

L'actu du séminaire est ici : www.comunistesunitaires.net

4^{ème} journée
à Paris

Deux séances le samedi 12 octobre 2013

de 9 h 45 à 18 h

à l'AGECA, 177 rue de Charonne - 75011 Paris
métro : Alexandre Dumas (ligne 12) ou Charonne (ligne 9)

- Séance "Travail"

Qu'est-ce que le travail ? Travaille-t-on seulement en situation d'emploi ? Quels rapports établir entre travail et "hors travail" ?

De plus en plus de travailleurs ne parviennent plus à faire leur travail selon leurs critères du travail bien fait. Ne faut-il pas mettre en cause le lien de subordination avec son "employeur" ?

Qu'entend-on par production de richesses ? Production de biens matériels, de services ou production de société ? Comment mesurer la "valeur" des activités humaines ?

Si travailler c'est produire de la société, ne faut-il pas repenser l'organisation du travail et les rapports sociaux qui en découlent ?

- Séance "Droit de suite sur l'État"

Lors d'un premier débat sur "Où est le pouvoir ? Que faire de l'État", plusieurs points nécessitant d'être approfondis avaient été pointés. Il est proposé de se centrer sur trois questions clefs :

- De quoi parle-t-on quand on parle de "l'État" ? Il s'agit de clarifier les objets de la discussion, afin de mieux identifier ce qui fait consensus et ce qui fait débat.

- "L'État" est-il un instrument de domination ? N'est-il qu'un instrument de domination ?

- Que signifie faire dépérir "l'État", mener sa démocratisation radicale ou encore dépasser "l'État" ? Faut-il privilégier l'un ou l'autre de ces objectifs, ou les associer ?

Déjeuner sur place, sur inscription

Pour s'inscrire, adresser un mail
à André Pacco : oside1@orange.fr
ou un texto : 06 89 16 94 77
(sans oublier de mentionner votre nom)

Participation : 10 € par repas
à régler sur place.

Journée suivante le samedi 30 novembre :
une séance sur la gratuité - une séance sur l'écologie

Les séances seront enregistrées. Une participation aux frais d'organisation du séminaire (location des salles, publication...) sera possible sur place.

Contact : ACU - Séminaire Communisme - 2 rue Edouard Vaillant - 93200 Saint-Denis
Mail : acu@plateformecitoyenne.net - Pour toute information, rendez-vous sur le site
www.comunistesunitaires.net et dans l'hebdo *Cerises* : www.cerisesenligne.fr